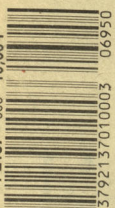


T 2137 - 695 - 10 00 F



hebdo

**DOSSIER « ÉLECTIONS »
PORTRAIT DE JACQUES CHIRAC**



...RATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°695 JEUDI 18 FÉVRIER 1988 10,00 F

EUROPE



LE COMPILOT

FEMMES ET POUVOIR

Aux origines de l'esclavage,
la domination des femmes
par les hommes.

PAGE 6

SIDA

Le « mal du siècle » n'est pas une
simple tragédie... La finance
et la politique sont au rendez vous.

PAGE 5

F°P.2520

communiqués éditions

- **GRENOBLE**
Le groupe de la Fédération anarchiste de Grenoble vous invite, le vendredi 26 février à 20 h 30, au centre socio-culturel Chorier-Berriat, 10, rue Le Chatelier, 38000 Grenoble, à une conférence-débat : « L'anarchisme aujourd'hui ». Cette soirée sera animée par Gaetano Manfredonia.
- **SAINT-DENIS**
Le groupe Henri-Pouaille de Saint-Denis précise à ses sympathisants qu'il est possible de le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures, qui transmettront.
- **TOULON**
Le groupe région toulonnaise tiendra un stand au 3^e Festival du Livre, les 11, 12 et 13 mars, salle Gérard-Philippe à la Garde. Conférences sur : le roman historique, la Révolution de 1789 en Provence, etc. Des expositions et des spectacles sont prévus au programme (entrée libre).
- **LILLE**
Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99.6 MHz) est le suivant : vendredi 19 février, « Quel avenir pour les Palestiniens » ; vendredi 26 février, « Espagne 1936-1939 » (un historique, une présentation des réalisations anarcho-syndicalistes, des témoignages de femmes libertaires) ; vendredi 4 mars, « La candidature Juquin » (débat entre un membre du P.A.C. et un militant de la F.A.).

• **VAUCLUSE**
Une liaison est en création dans la Vaucluse, les sympathisants désirant entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations Intérieures, qui transmettront.

• **LILLE**
Le Centre culturel libertaire organise une permanence librairie, chaque mardi de 19 h à 20 h et chaque samedi de 15 h à 19 h, au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, métro Fives (tél. : 20.47.62.65).

La prochaine conférence aura lieu samedi 27 février, de 15 h à 19 h, avec la participation de Franck Mintz, auteur entre autres de « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » (Ed. Maspero). Elle aura pour thème : « L'Espagne de 1936 à 1939 », une page d'histoire trop souvent méconnue ou falsifiée, des expériences autogestionnaires fantastiques, une problématique du changement social toujours d'actualité. Une exposition est également prévue au cours de cette après-midi (visible d'ores et déjà aux heures de permanence), ainsi qu'un diaporama sur les réalisations anarcho-syndicalistes entreprises par la C.N.T. Enfin, la bibliothèque de prêt vous offre par ailleurs plus de 600 titres et comporte de nombreux ouvrages sur l'Espagne libertaire.

• **TOURS**
Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste tiendra désormais ses permanences les mardis de 11 h 30 à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• **ANGERS**
Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise, le mardi 23 février, une soirée-débat sur l'histoire du mouvement anarchiste français. Un film-vidéo, « Ecoutez May Picqueray », sera diffusé, à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers, au 1^{er} étage.

• **BROCHURE**
Le groupe anarchiste Kropotkine vient d'éditer une brochure consacrée aux « départements français d'Amérique », dans laquelle est abordée la situation politique et économique de la Guadeloupe et de la Guyane ainsi que de l'évolution des mouvements indépendantistes. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• **« LE FARFADET »**
La liaison de Nantes édite un journal « Le Farfadet », il est possible de se le procurer sur le marché de Toulouse, tous les samedis matins, auprès des militants lors de vente du « Monde libertaire ».

• **BRIQUET**
Le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un brique « Ni Dieu ni Maîtres », rouge sur fond noir (prix : 15 F). Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• **BROCHURE**
Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Libres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

• **« CONTRE VENTS ET MAREES »**
Le n° 46 (février) de « Contre Vents et mares » est paru. Ce journal d'humeur anarchiste est édité par le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu. Pour tout abonnement : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (50 F).



• **AFFICHE**
Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70 x 102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.

CHAQUE SEMAINE DES INFORMATIONS EXCLUSIVES !

...Et le point de vue des anarchistes.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : L'Europe de 1992, Amis lecteurs, Edito — PAGE 4, Luttés : Expulsions, Chômage et précarité, Congrès de la F.E.N., Extradition — PAGE 5, Société : Les enjeux du SIDA, Le procès d'Action directe, Prison — PAGE 6, Arguments : Femmes et pouvoir — PAGE 7, Société : Encore un parc d'attractions, Le retour des « bons maîtres », Erratum, Nouvelles du front, Le bassin de la Villette — PAGE 8, Dans le monde : Semaine internationale de Big Mountain, Les Jeux Olympiques de Calgary, Territoires occupés — PAGE 9, Informations internationales : Le fichage en Belgique, Etats-Unis, Afrique du Sud, Revue de presse — PAGE 10, Archives : Marat : le mythe et la réalité — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture, Spectacle, Cinéma, Disque, Quelques livres — PAGE 12, Politique : Jacques Chirac, sa vie, son œuvre.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

- **AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.
- **ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- **BOUCHE-DU-RHÔNE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
- **CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakouline » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
- **CÔTE-D'OR**
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffe, 61, rue Jeannin, Dijon.
- **CÔTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
- **DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
- **FINISTÈRE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 11 h à 12 h au marché de Saint-Martin.
- **HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
- **GIRONDE**
Groupe « Durruti » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
- Groupe « Emma Goldman » de Bordeaux : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : [16] 56.81.01.91).
- **ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
- **INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- **LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
- **LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).
- **MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).
- **MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
- **NORD**
Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, et le samedi, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, métro Fives (répondeur téléphonique au [16] 20.47.62.65) ; les mercredis, de 12 h 30 à 13 h 30 à l'Université de Lille III (Pont-de-Bois) ; et les dimanches, de 11 h à 12 h, sur le marché de Wazemmes.
- Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M^o République). Adresse postale : groupe F.A., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœuil.
- **PYRÉNÉES-ORIENTALES**
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
- **SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
- Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
- **SOMME**
Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».
- **VAR**
Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
- **VENDEE**
Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3^e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.
- **VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Chèque postal Réabonnement Chèque bancaire Abonnement de soutien Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

LE MARCHÉ EUROPÉEN DE 1992 Un marché de dupes !

L'« ACTE unique européen », décidé en 1985 et voté en 1986, fait l'objet d'un accord total, « sans nuance », selon leur propre expression, entre François Mitterrand et Jacques Chirac qui, sommés après sommets, préparent main dans la main la fameuse échéance du « grand marché européen » de 1992. Lors de la réunion des douze à Bruxelles, les 11 et 12 février, les médias n'ont pas manqué de se faire très unanimement et abondamment l'écho des bienfaits profonds de la construction européenne qui s'accélère, malgré les heurts conjoncturels entre Etats. Et pourtant, on saisit mal en quoi cette Europe des marchands dominée par la R.F.A., cette Europe des canons qui prend forme, cette Europe de l'hyper-sélection universitaire à venir et de la médiocrité culturelle, pourrait bien nous faire rêver.

L'Europe du capital

En réalité, on perçoit assez peu en quoi la « coopération » européenne aura été ces derniers temps favorable aux salariés. La fin extrêmement rapide de la politique de relance de 1981-1982 fut assez largement imposée par le refus absolu de Kohl et du patronat ouest-allemand d'amorcer une relance économique, même minime, en R.F.A. La relance de la consommation en France aggrava le déficit extérieur. Mais le système monétaire européen empêche aussi au franc, contraint de maintenir sa parité au mark, toute dévaluation forte et véritablement offensive, qui aurait rendu plus compétitifs les produits français sur les marchés internationaux.

Les socialistes, en refusant de sortir du système monétaire européen (qui est dans les faits devenu une zone mark) et de pratiquer un protectionnisme transitoire en 1982, se sont ainsi engagés dans la voie d'une austérité inacceptable ; en même temps que des pans entiers de l'économie française étaient définitivement abandonnés aux importations. Le P.S. a joué alors la division internationale du travail, le libre-échange dans une Europe capitaliste, contre l'indépendance des capacités de productions et l'emploi. On a parié à tout prix sur l'intégration européenne.

Mais les prétendues politiques industrielles « européennes » se traduisent toujours par une vague de

restructurations et de licenciements : dans la sidérurgie, dans les chantiers navals, dans l'automobile par exemple... Et la mise en œuvre du « grand marché européen », en 1992, n'arrangera certainement pas les choses. Les entreprises et les capitaux se dirigeront alors évidemment vers les Etats qui leur offriront le « meilleur environnement productif », c'est-à-dire le plus dur pour les salariés.

L'harmonisation des législations sociales va se faire par le bas : augmentation de la précarité de l'emploi, mise à mal de tous les acquis sociaux, démantèlement progressif de la protection sociale, déréglément des services publics et hausses de leurs tarifs. Comme les entreprises demandent des salariés taillables et corvéables à merci, de plus en plus mobile, on dissuadera de plus en plus l'accès aux équipements collectifs, et à la propriété du logement. Toutes ces tendances sont déjà en œuvre en France, les autorités vont accélérer le mouvement : il faut pouvoir attirer le maximum d'investisseurs, une fois tombées les frontières, en 1992.

L'harmonisation des réglementations sociales se met aussi en place par le bas : on explique aux fonctionnaires français que leurs collègues britanniques sont « moins gourmands », ou aux ouvriers de chez Renault que leurs collègues espagnols sont moins payés... C'est d'ailleurs en tant que firme « européenne », mettant en œuvre une stratégie « européenne », que Renault, entreprise publique, se conduit comme n'importe quelle multinationale en délocalisant sa production vers l'Espagne où la main-d'œuvre est sous-payée.

Si l'on veut maintenir en France les entreprises, il faudra ainsi peser sur les salaires et les coûts salariaux, tout comme il faudra revenir sur les acquis des travailleurs en matière de règle de sécurité. Des textes qui portent sur la santé et l'hygiène sur le lieu du travail ont été approuvés le 21 janvier, à la demande de Séguin, par la majorité du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels : ils vont très explicitement dans ce sens.

L'Europe des canons et des fichiers

Il est fort probable qu'après 1992, la R.F.A. dominera davantage encore l'Europe, sur le plan



économique. La France a apparemment déjà choisi le domaine militaire — et tout particulièrement le nucléaire — pour se préserver un rôle clé sur le continent, et ainsi peser sur l'Allemagne fédérale.

C'est dans cette perspective stratégique que doivent être appréhendées les décisions arrachées par Paris, de créer une brigade franco-allemande, et un conseil de défense commun aux deux pays, ou de lancer un hélicoptère de combat franco-allemand. Cela renforcera aussi l'O.T.A.N. et l'intégration militaire de la France en son sein.

Les firmes françaises (Matra ou Thomson, par exemple), très actives dans la recherche de nouveaux débouchés militaires, se positionnent ainsi sur l'Initiative de défense stratégique aux Etats-Unis, et sont très intéressées par la perspective de ventes d'armes dans toute l'Europe. Grâce à la France, le surarmement en Europe est pour durer.

La situation n'est guère plus rassurante sur le versant policier. Sous prétexte de lutte anti-terroriste, il y a belle lurette qu'a débuté la mise en place d'un appareil de répression à l'échelle européenne. L'intégration de 1992 ne fera qu'aggraver la tendance. Et les ordinateurs et les laboratoires du Bundeskriminalamt ouest-allemand, auxquels la police française a fait de plus en plus appel depuis 1983-1984, formeront à coup sûr le centre nerveux du dispositif. La fameuse carte d'identité infalsifiable n'est qu'une réplique de celle déjà utilisée outre-Rhin. L'Etat policier européen est en marche lui aussi.

Hyper-sélection universitaire et médiocrité culturelle

La fameuse « perspective 1992 » est symbolisée, sur le plan universitaire, par le projet « Erasmus » applaudi par l'Elysée comme par Matignon. « Erasmus » vise à un aménagement ultra-sélectif des filières de formation et à une hiérarchisation des établissements à l'échelle des « douze » ; 10% d'étudiants étant appelés à des fonctions de « gagneurs » dans le marché unique. Ce sont sans doute ceux que M. Valade promet à la filière longue de l'après-collège qui ne concernera, a-t-il dit, qu'un certain nombre d'étudiants qui se révéleront aptes » (sic), la masse des autres étant éliminée ou accueillie dans des filières-ghettos.

Enfin, quel est le sort réservé à « l'industrie de l'image » dans le

marché unique européen ? Certes, on prévoit bien que 60% des œuvres diffusées sur les antennes européennes seront d'origine communautaires, mais rien n'est dit sur la part qu'y prendra chaque production nationale. Faudra-t-il que les Portugais se tape du « Chateaufillon » ? De plus, comme ce sont les capitaux qui donnent leur identité à l'œuvre et non les auteurs, scénaristes, réalisateurs ou artistes, on peut considérer qu'un « Dallas » ou un « Dynastie », financé par une banque américaine ayant pignon sur l'ancien continent, serait un produit européen.

En ce qui concerne la publicité, le temps d'antenne qui lui est attribué (18%) permettra toutes les coupures et abus imaginables. L'Europe présentée par Létard comme un « élargissement des espaces de liberté » (pour qui ?) aura ainsi les traits de la télévision Berlusconi. Ce sera le règne de l'Audimat, de la concurrence acharnée pour obtenir le plus forte audience avec le pro-

gramme le moins cher et le plus démagogique possible (le chômage de Sabatier sera de courte durée), et la maximum de « ressources » publicitaires.

Le marché unique de 1992 prépare ainsi l'Europe du capital et des marchands dominée par la R.F.A., l'Europe des canons et des fichiers, de l'hyper-sélection universitaire et de la médiocrité culturelle.

Mais face à cet ensemble de dangers, il convient aussi de refuser tout repli étroitement nationaliste à la mode du P.C.F. Pour répondre à ces périls, c'est l'Europe de la solidarité des salariés dans les luttes qu'il faut préconiser, l'Europe multiculturelle des échanges et des libérés, l'Europe de l'emploi au pays aussi et d'un tissu industriel et agricole localement équilibré. En 1992, nous en serons loin. A moins de la faire !

Willy PELLETIER
(G. Benoît-Brouchoux de Lille)

Amis lecteurs

Vous êtes nombreux à nous signaler la difficulté de trouver chaque semaine le *Monde libertaire* dans votre kiosque ou chez votre libraire habituel, surtout, lorsque vous résidez loin de toute agglomération.

Sachez qu'à votre demande, n'importe quel détaillant peut recevoir autant de *Monde libertaire* que vous le désirez. Si l'on vous refuse pour une quelconque raison de prendre le *Monde libertaire* en dépôt, faites-le nous savoir et nous interviendrons auprès des N.M.P.P....

Dans tous les cas de figure, il nous faut des renseignements précis afin d'acheminer le *Monde libertaire* jusqu'à chez vous. Envoyez-nous le nom et l'adresse précis du gérant et du point de vente, ainsi que son numéro de client. Sans oublier de préciser combien de *Monde libertaire* vous désirez. Nous nous chargerons de faire le nécessaire auprès des N.M.P.P. qui nous distribuent le plus vite possible.

Voici, pour le mois de janvier, la liste des souscripteurs au *Monde libertaire* :

DARNIERES J.-C. (100 F) ; OLMO Ange (50 F) ; TOURREILLES René (100 F) ; BEDOS Pascal (50 F) ; LOUARD Charles (200 F) ; GILARI Alberto (110 F) ; DALGON Henri (200 F) ; MIGNOT Katia (50 F) ; CLAMENS J.-P. (50 F) ; BAYARD Roger (100 F) ; ROGINSKY J.-P. (50 F) ; BONIFACE Joël (50 F) ; Anonyme (200 F) ; LE ROY (50 F) ; CERLIR Paul (50 F) ; BOUTELLER Alain (50 F) ; PREVOTEL Marc (50 F) ; BOUCHET Serge (50 F) ; NOURI (50 F) ; Anonyme (50 F) ; VALENTIN Simon (100 F) ; SUTRA Y. (50 F) ; GUILLEMAU (50 F) ; FIOLET C. (50 F) ; JULIENNE S. (50 F) ; DIOT B. (50 F) ; FAUCET M. (50 F) ; ASLANIAN C. (50 F) ; GEFFROY E. (100 F) ; GIL Jean (100 F) ; VIRE-SOLY Pascal (50 F) ; BROSSOAL Roger (150 F) ; BERONAL Jacques (50 F) ; LABLANCHE Fanny (50 F) ; REGNIER Joël (100 F) ; CLAIRAT Olivier (50 F) ; BERNAL Sylvie (50 F) ; PETIT Pascal (100 F) ; PUBLICO (84 F).

Total pour le mois de janvier 1988 : 2 994 F

Les administrateurs

Editorial

Le consensus est grand pour trouver heureux l'accord du dernier sommet européen. La belle affaire ! Voyez-vous l'Europe agricole se redresser ? Non ? Et de l'autre côté de la ligne bleue des Vosges ? Non plus ? Il était pourtant beau l'accord. La dame de fer elle-même a plié. Cela a dû être terrible, on a dit qu'elle a montré les dents... Mais nos cohabitants ont bien travaillé pour le consensus européen. Les douze sont tombés d'accord pour faire baisser les prix des céréales, par exemple.

Qu'en pensent les agriculteurs ? Vont-ils enfin apprécier comme il se doit l'immense travail des gouvernements qui défendent si bien les intérêts de leurs électeurs ? De leurs chers électeurs plutôt. Des plus riches électeurs... L'instauration d'une prime à la jachère n'est-elle pas symptomatique ? Les producteurs de céréales devront mettre 20% de leur terre en jachère ; ils seront indemnisés proportionnellement au nombre d'hectares... Qui sont les veinards ?

Peu de changement donc, dans la mesure où les inégalités sont parfaitement bien entretenues. Il est évident, pour nous anarchistes, qu'il faut changer cette organisation inique. Mitterrand, qui fait campagne sur le thème de la justice sociale, a encore une fois montré son parfait accord avec Chirac et sa satisfaction du résultat obtenu.

Quant à l'Europe de 1992, l'Europe du grand marché, l'Europe sans frontière, elle se construit tous les jours. Sur ce grand marché, ce sont les patrons qui achèteront. Quant aux frontières, c'est pour les capitaux qu'elles s'ouvriront désormais complètement.

Quand les anarchistes parlent d'abolir les frontières, ils pensent aussi abolir les armées, mais ici il est question de code de la nationalité, de restructuration économique, de sélection, de discrimination. Cette Europe, qui l'a voulue ? Les électeurs ? A aucun moment on ne leur a demandé leur avis. Qu'ils votent et qu'ils ne roupètent pas ! Pasqua-Pandraud veillent.

CONGRÈS DE LA F.E.N.

Vers la cogestion syndicale

DU 1^{er} au 5 février les tours de La Rochelle ont abrité mille congressistes, accompagnés de deux cents invités, se réunissant pour discuter de « l'école de l'an 2000 ». Ce 35^e congrès national coïncidait avec le 40^e anniversaire de la F.E.N. Et pour être attristant, cela fut attristant. En quoi les militants syndicalistes de 1948 pouvaient-ils reconnaître sous ce chapiteau avec écran géant, drapé du spy de « Charente-Maritime », dans cette grand-messe — qui coûte aux petits syndiqués que nous som-

mes plus de trois cents millions — les continuateurs de leur combat unitaire ? Que reste-t-il de cette volonté d'unification syndicale qui fut le ciment de la fédération ? Et si la rupture est consommée avec ce modèle syndical hérité du début du siècle, est-elle inéluctable, une conséquence directe de la crise des valeurs qui secoue notre vieux monde, ou représente-t-elle une véritable secousse sismique du « syndicalisme à la française » ? Telles sont en fait les questions qui nous restent sur les lèvres comme un

goût amer, de non-dit trop explicite, à la fin de ce congrès.

De consensus en consensus

Ce congrès devrait marquer un tournant pour la F.E.N. : une redéfinition du projet pédagogique, une perspective de revalorisation du métier d'enseignant, une analyse de la crise du syndicalisme, avec en filigrane à l'énonciation de ces grands principes, une redéfinition des champs de syndicalisation, un remodelage de la grille de la fon-

tion publique, et l'ouverture vers un certain type de syndicalisme social-démocrate, un projet d'école pour certain présidentiable sans programme.

Pour une pillule amère à faire avaler à l'ensemble des délégués, ce fut une sacrée pillule ! La direction fédérale, pour masquer ses grandes manœuvres, s'abrita derrière un projet d'école qu'elle présenta en congrès le 3 février. Aucun délégué n'a pu réellement en prendre connaissance, personne n'a pu plonger le stylo à la main dans ces cinquante pages. Aucun mandat, pour cause de non-évaluation, n'a été correctement reporté. Ni les interventions des courants de pensée ni les contributions des sections départementales n'ont été prises en compte. Le projet présenté par Jean-Yves Cerfontaines a été bâti « ailleurs », et s'apparente plus à une loi-programme pour un gouvernement d'union nationale qu'à un projet syndical progressiste.

Même si la F.E.N. n'appelle pas à voter implicitement pour un candidat, nous pouvons lui demander quel intérêt y a-t-il à présenter un projet ministériel de remodelage de l'Education nationale, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, etc., si ce n'est celui de faire porter au syndicalisme enseignant les fruits d'une crise idéologique qui secoue la gauche confrontée au pouvoir ? Où Yannick Simbron peut-il mener la fédération à la fois héritière d'un syndicalisme de luttes et du réformisme ?

Pour imposer cette recomposition syndicale, la direction fédérale est prête à sacrifier sur l'autel du réalisme néo-libéral ses courants minoritaires ! Le « ça passe ou ça casse » de Jacques Pommeateau entraîne bien autre chose qu'une simple sauvegarde de la bureaucratie : cette crise syndicale va bien au-delà de simples divergences — quasiment habituelles entre réfor-

mistes et révolutionnaires — sur l'analyse de la crise du capitalisme, de l'école et du syndicalisme.

Une F.E.N. à courant unique ?

Si le syndicalisme français ne représente plus que 20% des salariés, nous pouvons demander à Simbron and Co s'ils pensent survivre à cette situation en offrant à la gauche libérale les dernières forces sociales de l'hexagone scolaire ? Et vouloir diviser, détruire ses minorités syndicales mène la F.E.N. à une cassure inévitable : gommer le S.N.E.S. en niant ses principales revendications, en divisant le corps des professeurs du secondaire et des collègues, nier l'École émancipée en agitant l'épouvantail Juquin ou L.C.R., éviter à Simbron de répondre à son orientation et aux questions que lui pose ce courant syndicaliste révolutionnaire, le conduit à exclure Unité et Action de ses rangs.

La mise en place à marches forcées d'un projet d'école ficelé pour l'échéance électorale, afin de redéfinir un échiquier syndical à la mode bureaucrate, risque de se retourner contre ces grands manitous et de vider jusqu'aux propres rangs réformistes toute moelle revendicatrice qui justifie à alimenter le syndicalisme enseignant. Et nous pouvons, sans prendre de risque sur l'avenir, parier que l'appel lancé par les minorités syndicales au cours de ce congrès iront par-delà leurs espaces, et que l'écho s'en fera ressentir jusque dans les rangs de la majorité fédérale. Les syndiqués auront à choisir entre un syndicalisme de cogestion de société à deux vitesses, accentuant les inégalités sociales, et un syndicalisme de luttes basé sur le développement de l'indépendance, de l'unité et de la démocratie.

Christine TEISSIER

CHÔMAGE

Radiez, radiez...

MONSIEUR Séguin aime beaucoup les chômeurs et qui aime bien... Surtout les jeunes, ou ceux-ci acceptent un stage T.U.C. à défaut d'autre chose, « ou bien ils ne sont pas réellement demandeurs d'emploi et il faut les radier ». Le message de sa dernière circulaire est on ne peut plus clair : « il faut utiliser nos stages T.U.C. non pas seulement pour éponger le flux des nouveaux demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, mais pour résorber quelque peu le stock des jeunes inscrits à l'A.N.P.E. depuis quelques mois » (1).

Adieu la notion de volontariat pour les T.U.C., à fond sur les radiations des jeunes qui ne voudraient pas bénéficier du bonheur de bosser pour 1 250 F par mois ! Les réactions syndicales ne se sont pas faites attendre, la C.F.D.T.-A.N.P.E. notamment rappelle qu'il ne peut être question de refus d'emploi ou de formation, les T.U.C. n'étant ni l'un ni

l'autre ; mais à trois mois des élections seuls les chiffres comptent ! Elle appelle tous les agents à refuser ce rôle « d'agent électoral » et à ne procéder à aucune radiation en cas de refus.

Du côté des chômeurs, la Coordination régionale pour un revenu garanti (2) avait appelé, le vendredi 5 février, à un rassemblement-spectacle devant la D.D.T.E. au cours duquel, « des aristocrates catholiques avaient décidé d'aider les pauvres en organisant une soupe populaire, car ces braves gens vont se mettre très rapidement à chercher du travail et, bien sûr, en trouver ». Un service d'ordre encadrerait « ces malheureux » pour éviter tout débordement.

Si la D.D.T.E. (organisme payeur des T.U.C...) était visée, c'est qu'elle est responsable du paiement de ces stagiaires, responsable aussi des radiations. Cent-vingt chômeurs donc et autres précaires solidaires étaient présents devant, mais aussi dans la D.D.T.E. en occupant les locaux, banderoles aux fenêtres et diffusion de tracts dénonçant les retards de paiement (1 à 3

mois) et les stages bidons. Ils revendiquent un revenu garanti égal au S.M.I.C., avec ou sans travail.

Les médias n'ont que très peu couvert cet événement, quelques minutes sur FR3, quelques lignes dans Libération qui, lui, n'a même pas aperçu de chômeurs puisqu'il ne parle que de la C.F.D.T. Pourtant, les chômeurs existent autrement qu'en termes d'indices et de variations saisonnières. Les A.N.P.E. ne sont plus des lieux où ceux-ci étaient susceptibles de se rencontrer, aujourd'hui on y va sur rendez-vous, jamais plus de quinze à la fois. Malgré ces tentatives de personnalisation, d'individualisation, les chômeurs sont dans la rue, ils s'organisent !

Pour tous contacts : A.C.P. « Cash », 53, avenue des Gobelins, 75013 Paris (tél. : 45.43.86.22).

Permanences de la Coordination régionale pour un revenu garanti (dont fait partie A.C.P.), tous les mercredis à 18 h, au 85 bis, rue de Ménilmontant, 75020 Paris.

(1) Extraits de la lettre du ministre.
(2) Voir Monde libertaire n° 693 et 694.

JUSTICE

Expulsion

Sabah est algérienne. Arrivée en France en 1981, avec sa mère, suite à des problèmes familiaux, elle y vit et y travaille clandestinement depuis cette date.

Après un vol qu'elle nie avoir commis (il semblerait que ce soit le cas), elle s'est vue condamnée à deux mois de prison, avec l'assurance d'une reconduite à la frontière à la fin de sa peine. Diverses associations se sont alors mobilisées le 3 février autour d'un avocat du S.A.F. (Syndicat des avocats de France) afin de la maintenir en prison (suivant les vœux de Sabah), ceci devant permettre la constitution d'un dossier visant à régulariser sa situation. En soutien à Sabah, une cinquantaine de personnes représentant différentes organisations, dont la Fédération anarchiste, ont investi la préfecture et obtenu une entrevue avec le « service compétent ».

C'est autant une question humanitaire que de principe : en effet, Sabah a fait deux tentatives de suicide en prison. La mobilisation ne va pas s'arrêter là, malgré les « assurances » de la préfecture de Nantes, son expulsion étant fixée au 14 mars. Vous pouvez soutenir Sabah en écrivant à : Sabah Nechem, centre pénitencier, B.P. 507, 68, boulevard Einstein, 44026 Nantes.

Liaison Nantes



(Agence Im Média)

EXTRADITION

Mario Ines Torres

Le vendredi 8 janvier, le gouvernement espagnol a confirmé la demande d'extradition de Mario et elle a été considérée comme recevable par le gouvernement finlandais. Cette demande est basée sur un des chefs d'accusation de Mario en Espagne : un hold-up commis à Barcelone le 2 décembre 1983 et reconnu par lui sous la torture.

Lors du simulacre d'instruction en Espagne, les employés de la banque n'ont pas reconnu Mario sur présentation de photos, son avocat a demandé une confrontation avec les témoins. Celle-ci a été refusée.

Dès le début de l'affaire plusieurs voisins de Mario se sont présentés spontanément : « Mario n'a pas quitté la vallée où il habitait fin 1983 ». Leurs témoignages n'ont pas été reconnus valables car ils n'étaient ni mairies ni gardes civils. Dans cette affaire, une autre personne a été inculpée. Selon les avocats, les chefs d'accusation pesant contre elle étaient beaucoup plus lourds. Cependant, le manque évident de preuves a abouti à l'acquiescement. L'avocat, S. Salas, est formel : le dossier est tellement vide que, dans l'éventualité d'une extradition, Mario serait dès son arrivée en Espagne mis en liberté. Aucun des avocats ne comprend : « Cette demande d'extradition est la plus farfelue que nous ayons vu ».

Il faut aussi préciser que cette demande est qualifiée « droit com-

mun », alors que le dossier est instruit par une juridiction d'exception qui ne s'occupe que d'affaires politiques.

Le soutien à Mario s'est intensifié en Finlande. Le comité de soutien a reçu à ce jour une cinquantaine d'articles de journaux, dont plus de la moitié à été publiée après la confirmation de la demande d'extradition. Il y a à bas quotidiennement des émissions de radio et de télé, des manifestations et des interventions de parlementaires. On commence à parler de cette affaire en Suède. Mario n'a fait que 6 mois de prison en Espagne tant son dossier était vide. L'indépendance des juges finlandais sera-t-elle assez grande pour qu'ils en tiennent compte ? Le gouvernement finlandais a toujours nié l'existence de la torture et du G.A.L. Va-t-il argumenter du fait que juridiquement Mario ne risque rien en Espagne pour justifier son renvoi. L'état de santé de Mario s'est aggravé. Il a subi sept fois les tests de la syphilis et du SIDA.

J.-P. G.

Le procès décidant du sort de Mario aura lieu le jeudi 18 février à Helsinki, c'est-à-dire le jour même où paraîtra cet article. Vous pouvez néanmoins envoyer des télégrammes de protestation à l'ambassade de Finlande au 39, quai d'Orsay, 75007 Paris (tél. : 47.05.35.45) et à l'ambassade d'Espagne au 13, avenue Georges V, 75008 Paris (tél. : 47.23.61.83).

MÉDECINE

Le SIDA : une bonne affaire !

NOUS n'allons pas ici tenter des faits : la tragédie est là. Les chiffres font effectivement état d'une progression alarmante. Si le SIDA est apparu il y a quelques années parmi les homosexuels et les drogués, il s'avère aujourd'hui que le virus peut en réalité atteindre n'importe quel individu, partout dans le monde.

Rappelons en quelques chiffres les estimations courantes des dégâts. Soixante-quinze mille cas de malades sont déclarés à l'O.M.S. mais la réalité ne peut être que supérieure, probablement de l'ordre de 150 000 (1). Pour certains, cela est même fort optimiste puisqu'il y en aurait environ 300 000 rien qu'en Afrique (50 000 selon les plus optimistes). Plus grave, on estime que cinq millions de personnes portent actuellement le virus, ce qui donnera un million de malades en 1991, mais il y aura alors plusieurs dizaines de millions de séropositifs...

Le malheur des uns fait le bonheur des autres dit le proverbe. C'est vrai aussi pour le SIDA, à tel point qu'il apparaissait il y a un an comme « le plus fabuleux marché pharmaceutique du siècle » (2). Compte tenu de la puissance des multinationales de la pharmacie, cela n'est pas peu dire...

Les milliards de dollars

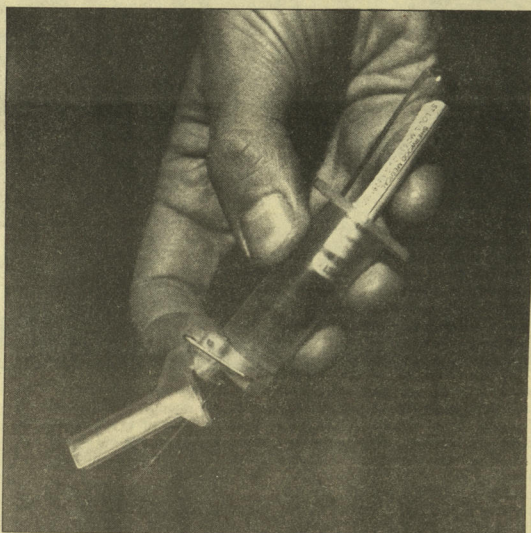
On se souvient d'un certain différend qui avait opposé il y a quatre ans les chercheurs Luc Montagnier de l'Institut Pasteur et Robert Gallo, virologue américain. Chacun revendiquait la paternité de la découverte du virus et ce n'était visiblement pas tant pour la gloire que pour les retombées... En effet, derrière l'identification du virus se trouvait évidemment le brevet du test de dépistage sanguin, lequel devait rapporter à son détenteur jusqu'à 200 millions de francs par an (sous forme de redevances) pour le marché mondial (3).

Le réalisme n'est-il pas un savant mélange de morale et d'immora-

lité? Compte tenu de la vitesse de progression de l'épidémie, il convenait de trouver rapidement une solution. C'est ce qu'annonçaient ensemble Reagan et Chirac le 31 mars dernier à la Maison Blanche ; en décembre intervenait donc

mesure où l'on pense déjà associer plusieurs médicaments...

Un seul médicament existe pour l'instant, le Retrovir, produit par la firme américaine Wellcome. Celle-ci avait vu ses actions augmenter de 40% alors que le médicament était



un accord pour le partage du magot, les termes en sont restés secrets (4).

La pharmacie agit dans trois domaines : le diagnostic (tests de dépistage), la thérapie (les médicaments), et les vaccins. Ce sont bien sûr les plus grosses firmes qui peuvent investir le plus et donc parvenir rapidement à mettre au point un médicament. Ce sont donc elles qui déjà saisissent avidement des parts de marché. C'est environ 600 millions de dollars que se partageront les producteurs de médicaments contre le SIDA en 1992 (5), probablement davantage même dans la

en préparation, elles ont fait un bond dès que l'administration américaine a autorisé la mise en vente du Retrovir.

Quant au vaccin, — les plus optimistes estiment qu'il sera prêt en 1992 — il suscite déjà des spéculations. Ainsi les souffrances des uns remplissent les poches des autres. C'est inévitable? C'est le système qui veut ça? C'est en tous cas le

Figaro économie, dans son « cahier saumon » qui, le 25 janvier, consacra une page au SIDA avec deux « surtitres » : « *Notre argent* », « *Le point boursier* ». C'est une lecture bien intéressante, on y

apprend qu'il vaut mieux acheter des actions de l'Institut Mérieux que celles de Du Pont de Nemours ; ce dernier a une activité trop diversifiée et dépendante du pétrole tandis que Mérieux a pour principaux actionnaires Rhône-Poulenc et Dassault... La politique n'est pas loin.

La politique du SIDA

La politique fait bon ménage avec la finance, c'est bien connu. Tandis qu'environ cinq millions et demi de tests de dépistage sont utilisés en France en une année (dont 4,5 millions pour les dons du sang), les affaires n'iraient-elles pas mieux si, comme le souhaitent certains, les tests étaient obligatoires pour toute la population.

En soi, cela ne servirait pas à grand-chose ; on sait que plus d'une fois sur dix le test déclare séropositif quelqu'un qui ne l'est pas, qu'être séropositif est bien loin de signifier être malade. Oui, mais les affaires sont les affaires. Les soins sont terriblement coûteux (200 000 francs par an semble un minimum) : ils sont d'un bon rapport pour les spéculateurs, ils discriminent les malades.

La discrimination est terrible. Le SIDA est depuis son apparition une arme pour les puritains. Après avoir facilement accusé les homosexuels, il s'en prennent maintenant aux couples hétérosexuels, et cela n'arrive pas qu'aux Etats-Unis. Chirac écrivait récemment (6) que la famille « tout comme le mariage (...) est un facteur de cohésion et d'unité sociale face à des fléaux comme la drogue ou le SIDA ». Qu'aurait dit Mussolini ?

Le SIDA sert visiblement de prétexte pour un retour de vieilles valeurs morales, culpabilisant les mariages est en effet implicitement libérés des autres. Valoriser le mariage est bien implicitement critiquer la liberté sexuelle.

Pendant ce temps, officiellement et officieusement, dans de nombreux Etats on discrimine. Interdictions professionnelles, licenciements, avec ce qui s'ensuit comme la perte de couverture sociale, les sidatiques n'ont à terme que la solution du suicide.

Est-il besoin d'évoquer les camps appelés sidatoriums par Le Pen ? Voilà qui promet une France propre, surtout si l'on considère que le SIDA se transmet comme la peste. Il faudrait en tout cas interdire toute manifestation ou bien enfermer les manifestants dans les « sidatoriums », vu qu'on trouverait forcément un « sidaïque » parmi eux. Mais nous sommes là dans la fiction... Cela n'arrivera jamais, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui déjà, le SIDA terrorise, justifiant des discriminations, exterminant des populations, et aliénant ceux qui auront subi l'alarmisme dicté par les gouvernements. Certains avaient émis l'hypothèse dès le début de l'épidémie selon laquelle le virus ne serait rien d'autre qu'une arme biologique testée en grandeur réelle. Il s'avère aujourd'hui que, quoi qu'il en soit, le SIDA nous donne effectivement une vue concrète des conséquences de ce type d'arme.

Gaspard PROUVAL

(1) De 150 à 250 000 séropositifs en France (environ 10% développeront la maladie) ; à Paris, cinq fois plus que la moyenne nationale.

(2) C'est ainsi que le Monde sous-titrait un article sur le SIDA, le 7 février 1987.

(3) Cf. La Recherche n° 180, septembre 1986.

(4) On sait seulement que 80% des redevances sur les ventes de tests seront versés à une Fondation Franco-américaine pour le SIDA créée lors de cet accord (cf. Le Figaro du 7 décembre 1987).

(5) Cf. Le Monde du 7 février 1987.

(6) « Lettre aux Français », citée par Le Monde du 10 février 1988.

PROCÈS D'ACTION DIRECTE

Jugement de salauds

LA chambre correctionnelle, jugeant les membres et « sympathisants » d'Action directe pour association de malfaiteurs, a rendu son verdict le 12 février. Ce verdict, qui malheureusement confirme les précédentes analyses parues dans le *Monde libertaire* (n° 691 et 693), constitue tout bonnement un jugement de salauds. Que reste-t-il, demandions-nous, contre Baudrillard, Asselmeyer, Poirré et Benoît sinon d'avoir publié des textes d'Action directe dans l'*Internationale* ? La revue n'a jamais été poursuivie pour cela et ce sont d'autres charges qui pesaient contre ses quatre rédacteurs.

Pour Baudrillard et Benoît, elles auront tellement peu tenu la route que le président Ducos les a abandonnés. Exit donc, l'accusation de « représailles » contre des petits chefs de Renault-Cléon ; exit également la mallette, cette fameuse mallette contenant des traces d'explosifs, principale charge également contre Nicosia, non consignée par les enquêteurs lors de la perquisition et apparue mystérieusement au dossier dix jours plus tard. Que reste-t-il alors ? L'attention d'apologie répond le tribunal : 7 ans pour Bruno Baudrillard, 5 ans pour Annelise Benoît, assortis pour chacun de 5 ans d'interdiction de séjour. C'est la même peine pour l'autre couple de la

revue, Jean Asselmeyer et Dominique Poirré.

C'est une image de la justice qui ne nous surprend pas : un faux procès. Un règlement de compte.

Un règlement de compte

Règlement de compte pour Salvatore Nicosia : 7 ans. Règlement de compte pour Paula Jacques et Dan Franck, la compagne et l'ami de Claude Haffen : 18 mois avec sursis. Seules Charlotte Granier et Sandrine Guibert sont relaxées ; elles ignoraient l'identité de leurs locataires.

Pour recel de documents administratifs, de littérature militante et sa propension à héberger les militants traqués, Hélyette Bess est condamnée à 8 ans. Claude et Nicolas Haffen écopent respectivement de 10 ans et de 6 ans. Avec un maximum des peines ne pouvant pas excéder 10 ans et auxquelles ont été condamnés Roullan, Cipriani, Ménigon, Aubron, Schleicher et Spano, ce procès était bien destiné à frapper les contacts et les relations, à élargir et criminaliser la notion de mouvance. Plus que la recherche de la justice, il s'est voulu à la fois exorcisme et avertissement ; tout y est, jusqu'à la dispense de peine pour Frédérique Germain, la prime au repentir.

Dix ans de prison pour les quatre « historiques », qui manifestement n'en sont plus à ce stade. Avec 74 jours de grève de la faim au jour du verdict, Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani auront dû accepter 12 heures de perfusion pour pouvoir se rendre au tribunal. Cipriani est tombé de 71 à 39 kilos, Rouillan de 65 à 38 kilos.

Ils sont désormais tous les quatre hospitalisés. Leur grève de la faim, pour protester contre leurs conditions de détention et l'isolement permanent dans lequel chacun est maintenu n'entraîne aucune réaction du côté du ministère de la Justice. Il paraîtrait même qu'au parquet on estime qu'ils ont beaucoup de chance, alors que les prisons sont surpeuplées, d'être isolés dans des ailes de bâtiments vidées de tout occupant. Nous ne doutons pas que cet humour médiocre fasse beaucoup rire.

Cinq ans d'interdiction de séjour pour tous les condamnés, afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent, même plus tard ; isolement complet pour les quatre « historiques » ; les exorcistes ont la vengeance à la mesure de leur mesquinerie : implacable et avide. Nous les vomissons.

Gérard COSTE
(Gr. Francisco-Sabate)

PRISON

Le non-droit

« **J**e ne suis pas un dangereux terroriste... Je ne suis pas non plus un ennemi public n° 1. Je n'ai pas "encore" agressé d'agents de la pénitencière (ni personne d'autre). Je n'ai pas encore essayé de sauter le mur ou de la faire en hélico. Il n'empêche qu'aujourd'hui je me retrouve dans le "couloir de la mort", enterré, claquemuré, enseveli vivant dans ce cachot. Sous des tonnes de ferraille et de béton armé, observé, fouillé, violé, humilié à chaque instant par les capos qui me séquestrent et m'escortent dans chacun de mes mouvements. Comme tu l'as peut-être compris, je suis au quartier d'isolement de la Santé. Ancien Q.H.S., puis Q.P.G.S. (quartier de plus grande sécurité), rebaptisé pompeusement quartier d'isolement en 1981 avec l'arrivée de la "gauche" (sic). Inutile de dire qu'il n'y a rien de changé, ni au niveau des structures, de l'encadrement, ni au niveau de l'ambiance ; la même odeur de mort, de violence et de haine, de non-vie... »

Thierry Chatbi, incarcéré depuis maintenant dix-neuf mois en prison « préventive », n'est sorti du mitard que pour tomber à l'isolement. Le *Monde libertaire* s'est fait écho, à plusieurs reprises, de la lutte de ce prisonnier, enfermé suite à un semblant d'enquête incohérent, mais surtout parce qu'il faisait un coupable « facile » : un casier judiciaire chargé, la participation active à plusieurs révoltes en prison, ont suffi à madame la juge Bouillon pour décider, en son âme et conscience (si, si !) de son maintien en prison.

Injustice ? C'est presque une tautologie, en parlant de la justice française. Hallucinant de constater que deux grèves de la faim et deux « ascensions » sur le toit de la prison de Fresnes n'ont pas suffi pour que l'on daigne, simplement, ouvrir son dossier pour voir qu'il est vide ? Il n'y a là rien d'anormal, la justice étant basée sur la toute puissance des magistrats. Totale arbitraire, la décision du directeur de la Santé de condamner Thierry à quarante jours de mitard, plus à trois mois d'isolement (en lui signalant que ces trois mois étaient reproductibles à la moindre incartade) ? Logique, la prison étant le domaine du non-droit absolu...

Thierry, entré à l'isolement depuis le 21 janvier, a plus que jamais besoin de soutien, de lettres, de contact. Il est donc nécessaire de lui écrire, même si la censure s'intensifie et que de moins en moins de lettres lui parviennent.

P. C.

Vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante : Thierry Chatbi, 232 944 A, quartier cellulaire, 3^e division, 42, rue de la Santé, 75014 Paris.

« TRAVAIL DES FEMMES, POUVOIR DES HOMMES »

Aux origines de l'oppression des femmes

Mercredi 27 janvier 1988, sur Radio-Libertaire, une émission spéciale regroupant les animateurs de « Femmes libres » et de « L'Homme et la Terre », a permis d'évoquer le problème de l'oppression des femmes et son origine. Le livre qui a servi de base à l'émission, composé de cinq contributions précédées d'une introduction, est le fruit d'un travail commun entre trois chercheurs français et deux américains. Nous avons reçu au studio de Radio-Libertaire Nicole Chevillard et Sébastien Leconte, tous deux économistes et co-auteurs de cet ouvrage. Nous rapportons ici quelques extraits de l'émission.

PATRICK

— **Radio-Libertaire** : Est-il possible en 1988 de rechercher, d'après les textes ou d'après des fouilles archéologiques, des données qui permettent de comprendre et de dater l'origine de l'oppression des femmes ?

— **Sébastien Leconte** : Quand nous avons fait ce travail, nous avons pensé que les récits, les expériences, les livres publiés par les ethnologues, même si un grand nombre d'entre eux ne s'étaient pas intéressés à la condition des femmes dans les sociétés, offraient un matériau qui n'avait pas été travaillé dans ce domaine.

— **Nicole Chevillard** : Les périodes de transition entre deux types de sociétés nous apportent également de très nombreux renseignements, ils nous montrent comment les choses évoluent, lentement, par tâtonnements, pour arriver au but escompté.

— **R.-L.** : Et comme le montre l'ouvrage (1), l'exploitation des femmes par les hommes va préfigurer l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme sous toutes ses formes.

— **N. C.** : Constamment en effet, la femme va jouer un rôle clé dans l'élaboration d'une nouvelle société, en particulier en servant de « témoin d'étude » de l'exploitation.

— **R.-L.** : Un des buts de l'ouvrage est également de démontrer les thèses sociobiologistes basées sur un déterminisme naturel des inégalités entre l'homme et la femme. Il montre ainsi que la base de l'inégalité est d'origine sociale et non biologique.

— **S. L.** : La femme sert en effet de bouc émissaire, notamment en cas de crise économique, et les arguments avancés font état d'un aspect naturel de l'inégalité sexuelle. Nous avons voulu montrer qu'il n'en est

rien, et que les inégalités résultent d'un processus historique et social et non biologique.

— **N. C.** : Le dimorphisme sexuel (différence entre les deux sexes, musculature entre autres) est souvent évoqué pour justifier une oppression. Or, on s'aperçoit dans de très nombreuses sociétés, africaines en particulier, que ce sont les femmes qui font les travaux les plus durs, les plus physiques. L'agriculture, la recherche de l'eau, activités de base très épuisantes sont le fait des seules femmes. Avec l'apparition des techniques (charrue), l'homme commence à s'occuper de la terre. Dans tous les cas, l'homme exploite le produit du travail des femmes.

— **R.-L.** : Dans les sociétés africaines que vous décrivez, un fait marquant en effet est que la femme est la véritable cheville ouvrière du groupe. Son apport pour l'alimentation est fondamental.

— **N. C.** : Cela est quasiment général en Afrique. Il est intéressant de noter, par exemple, qu'à la suite de la colonisation, de la mise au travail des hommes, les problèmes rencontrés dans certains pays sont liés directement à ce travail féminin. Pendant très longtemps en effet, les organismes internationaux n'agissaient qu'au travers des hommes en négligeant le rôle productif joué par les femmes.

— **S. L.** : On retrouve des phénomènes tout à fait identiques dans les sociétés d'Amérique. Il est important de préciser également que, dans nos sociétés occidentales, on a calculé que les femmes effectuaient 60 à 70% des activités. Il y a donc des choses comparables.

— **R.-L.** : Vous mentionnez le terme de « capital-femme ». Qu'en est-il exactement ?

— **S. L.** : Ce terme est utilisé par les ethnologues mais également par



les Africains, il signifie en fait que la richesse se compte en nombre de femmes et d'épouses. Chaque femme représente en effet un potentiel de travail, et plus de femmes signifie : plus de champs travaillés, plus de nourriture engrangée, plus de surplus. L'esclavage sera le stade ultérieur, où hommes et femmes confondus seront considérés en tant que capital de travail.

— **R.-L.** : Toutefois, il semble que les femmes n'acceptent pas sans contrainte l'état des choses. Les mutilations sexuelles, par exemple, sont-elles un moyen coercitif exercé pour la perpétuation de l'état des choses ?

— **N. C.** : Bien entendu, les mutilations sexuelles ont un impact considérable sur les femmes. Comme elles le disent, c'est une façon d'atténuer leur sexualité, donc d'apparaître en tant que soumises à l'homme et à ses besoins.

— **R.-L.** : Un autre moyen de contrainte employé est la domination violente. Seuls les hommes possèdent les armes et s'en servent. On observe un tabou de toutes les armes chez les femmes.

— **S. L.** : En effet, un des points qui nous a frappé le plus dans les mythes, c'est que les armes ont été prises des mains des femmes et gar-

dées ensuite par les hommes. Cela n'est pas anodin, et cela forme un tout. Le pouvoir et les moyens de faire appliquer ont été retirés aux femmes et ce sont les hommes qui les possèdent.

— **R.-L.** : Le passage à ce type de séparations sexuelles s'est-il fait progressivement ou bien y a-t-il eu des révoltes ?

— **N. C.** : A partir du moment où cela se produit dans une société, où l'oppression des femmes s'effectue, cette société dégage beaucoup plus de surplus, elle est infiniment plus efficace et peut très rapidement aboutir à l'esclavage, ou à l'impérialisme : soit les autres seront conquis, et seront contraints à utiliser les modes de pensées de leurs conquérants sur le rôle des femmes ; soit par mimétisme, ils reproduiront les mêmes schémas.

— **R.-L.** : En quoi l'apparition de l'Etat avec tous ses corollaires (armée, police, etc.) est-elle liée aux modèles des sociétés où les femmes sont opprimées ?

— **N. C.** : Ceci ne s'est pas fait en une seule fois. Une structure étatique ne pouvait pas naître directement d'une société lignagère traditionnelle. Il s'est développé des rapports de production, des rapports sociaux qui ont permis ensuite à un lignage de prendre directement le pouvoir. A partir du moment où les lignages s'engageaient dans l'oppression des femmes, ils se créent des possibilités d'entrer en compétition entre eux. Un lignage peut alors devenir le plus puissant et, un jour, casser la structure sociale pour établir les prémices d'un Etat.

— **R.-L.** : L'apparition de l'esclavage comme vous le présentez serait donc, lui aussi, issu du modèle de l'oppression des femmes ?

— **S. L.** : Tous les mécanismes qui avaient été mis en place pour le travail, l'exploitation des femmes, en se développant, aboutissent à mettre les hommes dans des rapports de dépendance, puis d'esclavage, où toute une série d'hommes qui auparavant se considéraient comme supérieurs aux femmes se sont retrouvés dans la même situation.

Ceci allait de paire avec l'élaboration de l'Etat, car les premiers Etats étaient des Etats esclavagistes. Le pouvoir se concentre alors en haut, et la base des opprimés s'élargit. Tous les mécanismes mis en place et

rodés dans les sociétés lignagères pour l'oppression des femmes ont fourni la base de l'esclavage.

— **R.-L.** : Y a-t-il une différence fondamentale de statut entre les femmes esclaves et les femmes prêtresses par exemple ?

— **S. L.** : En fait, les postes occupés par les épouses de grands dignitaires ou les prêtresses sont en apparence importants. Elles n'ont certes pas la même existence que les femmes esclaves, mais il s'agit en fait d'une délégation de pouvoir. A notre avis, dans ces sociétés, les femmes ne font pas partie de la classe dominante.

— **R.-L.** : Une des contributions de l'ouvrage concerne la Grèce antique, et l'évolution des rapports entre les hommes et les femmes.

— **N. C.** : En effet, l'auteur montre l'évolution dans la société grecque antique des rapports entre les deux sexes, avec cette antinomie vieilles déesses/jeunes dieux. Il est intéressant de noter qu'au fur et à mesure que les femmes sont opprimées, on assiste à une marginalisation des vieilles déesses au bénéfice des jeunes dieux mâles. La mythologie recoupe bien la réalité sociale.

— **R.-L.** : Dans la France de 1988, cette oppression des femmes est-elle présente ?

— **N. C.** : Depuis les dix dernières années, par exemple, avec la crise économique, les salariés ont perdu de nombreux acquis, par le travail intérimaire entre autres, et les femmes ont été en premier impliquées dans ce processus. Très vite ensuite, cela s'est étendu à toute la population salariée. Les femmes sont des travailleuses précieuses, avec en plus cette idée de « retour au foyer », comme si le fait que les femmes travaillent était une permission accordée par les hommes.

Ceci explique pourquoi nous avons voulu analyser l'origine et le développement des processus de l'oppression des femmes, afin de mieux comprendre et combattre la situation actuelle.

Propos recueillis par
PATRICK
(« L'Homme et la Terre »)

(1) Travail des femmes, pouvoir des hommes, sous la responsabilité de Nicole Chevillard et de Sébastien Leconte, éditions La Brèche, en vente à la librairie du Monde libertaire (78 F).



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

NOU
DU F

• QUAND
on ne com
d'aujourd'
de février
à propos
l'un (Audit
Français s
le défilé e
(I.F.O.P.)
personnes
un défilé e
rien vu du
échapper
médiatique

• 3613, C
Vous voul
à l'armée,
la libérati
l'arrêt des
les réfract
le minitel.
coûtera ri
(une taxe
les six mir
une seule
que soit la
8 h). Vous
mais la co
l'armée l
sur ce mir
programm
« privée »
Diablo, qu
la C.N.C.L

• NUCLÉA
« Le proto
de 51 végé
d'un dang
nucléaire e
d'être pré
Détail : il
française
(sources «
Un détail,

• NEUTRE
INACTIVE
de matièr
ont attei
de franc
2,5 milli
français) e
soit une p
de 18% pe

• ÉCRIVEZ
Deux ins
des peines
il s'agit de
n° 12 173
maison d'
et de Didie
Camp-Est,
Nouvelle-C

• NON-DIT
Selon un s
le « Journ
50% des F
favorables
de la Fran
la R.F.A. a
nucléaire.
pas posé l
principaux
les Aliema

• FAITES
pas l'amou
américain
Frank Carl
les progr
de l'armée
destinés à
le « harcèl
dont sont
les recrue
(annonce

Georges H

Un s
é
l'a

sous

**NOUVELLES
DU FRONT**

• **QUAND ON AIME...**
on ne compte pas ! « Armée d'aujourd'hui » du mois de février livre deux sondages à propos du 14 juillet : l'un (Audimat) affirme qu'un Français sur trois a regardé le défilé en 1987, l'autre (I.F.O.P.) que 52% des personnes interrogées ont vu un défilé en direct. 47% n'ont rien vu du tout et ont pu ainsi échapper au matraquage médiatique !

• **3613, CODE SIRPA.**
Vous voulez vous adresser à l'armée, l'injurier, réclamer la libération d'un insoumis, l'arrêt des poursuites envers les réfractaires... utilisez le minitel. Cela ne vous coûtera rien ou presque (une taxe de base toutes les six minutes, de 8 h à 18 h ; une seule taxe de base, quelle que soit la durée, de 18 h à 8 h). Vous ne paierez rien, mais la collectivité si. Merci l'armée ! Mais pourquoi donc sur ce minitel la grille programme d'une radio locale « privée » (Aventure F.M.) ? Diable, que fait donc la C.N.C.L...

• **NUCLÉAIRE PEU CIVIL.**
« Le prototype d'une série de 51 véhicules de détection d'un danger de contamination nucléaire ou chimique vient d'être présenté officiellement. Détail : ils équipent l'armée française en 1991. » (sources « I.N.C. hebdo »). Un détail, en effet !

• **NEUTRE MAIS PAS INACTIVE !** Les exportations de matériels de guerre suisses ont atteint 578,3 millions de francs suisses (environ 2,5 milliards de francs français) en 1987, soit une progression de 18% par rapport à 1986.

• **ÉCRIVEZ-LEUR...**
Deux insoumis totaux purgent des peines de prison, il s'agit de Eric Hébert, n° 12 173, cellule 246 B, maison d'arrêt, 59507 Douai ; et de Didier Tiavouane, Camp-Est, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

• **NON-DIT.**
Selon un sondage paru dans le « Journal du Dimanche », 50% des Français seraient favorables à un engagement de la France pour défendre la R.F.A. avec l'arme nucléaire. Pourquoi n'a-t-on pas posé la question aux principaux concernés, les Allemands ?

• **FAITES LA GUERRE,**
pas l'amour ! Le secrétaire américain à la Défense, Frank Carlu, a demandé que les programmes de formation de l'armée incluent des cours destinés à éliminer le « harcèlement sexuel » dont sont victimes les recrues féminines (annonce du Pentagone).

Georges HOST

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

ÉLEVAGE
Les « bons maîtres » !

A PEINE croyable ce qui se passe actuellement dans une commune de la Haute-Bretagne profonde. Des jeunes de la commune étaient partis faire carrière à Paris (dans un cabinet d'huissier d'une trentaine de salariés), mais ils eurent envie de faire un retour à la terre. Ils firent alors construire une assez grosse porcherie dont ils se lassèrent. Ils reprirent alors une activité d'huissier, dans une petite ville proche, et confièrent la porcherie à deux salariés agricoles.

En 1986-1987, un vent de folie concentrationnaire vient leur souffler dans les bronches et ils se mettent alors à promettre à plusieurs jeunes du coin de les embaucher si la porcherie est agrandie. Mais, à l'époque, mêmes les chambres syndicales (F.N.S.E.A.) du canton s'opposent au projet d'extension,

lui préférant une répartition de la production. Début 1988, le dossier revient sur le tapis, alors que la crise porcine s'aggrave, du fait de l'augmentation de la surproduction.

Mais les syndicalistes de la F.N.S.E.A. du canton n'osent plus manifester leur opposition, alors que plus tôt, fin 1987, leurs homologues avaient suivi l'opposition à un projet du même ordre. Bien que des paysans du coin aient des projets de création hors-sol, pour installer des jeunes bloqués par les quotas laitiers, ils ont pour certains apporté leurs terres au plan d'épannage de la grosse porcherie des « bons maîtres » qui avaient plus ou moins promis d'embaucher ces jeunes (ce qui éviterait ainsi un endettement dangereux, par les temps qui courent). D'autres paysans ont été sensibles au fait

qu'avec des huissiers aussi virulents, il vaut mieux être de leur côté.

Même si beaucoup pensent que ces nouveaux notables, militants du Parti socialiste, n'ont pas besoin de leur porcherie pour vivre, et qu'ils promettent la place à d'autres, personne n'ose encore le dire trop fort.

Un pêcheur écologiste venu libre le dossier pour manifester son opposition, en connaissance de cause (risque de pollution des eaux), s'est fait apostropher par la promotrice du projet, venue surveiller le déroulement de l'enquête publique. L'intimidation n'a pas joué, mais d'aucuns pensent que c'est pourtant risqué de s'opposer à des huissiers résidant dans le même canton que soi.

Dans l'industrie aussi !

Dans la petite ville d'à côté, les « bons maîtres » sont industriels. A l'abattoir, où les heures supplémentaires ne sont pas payées mais à peine rétribuées sous forme de primes, où la pollution ne semble pas déranger les patrons ni l'administra-

tion, qui met des bâtons dans les roues de ceux qui voudraient ruer dans les brancards, les « bons maîtres » font comprendre qu'ils peuvent virer facilement une « main-d'œuvre non qualifiée », qui aurait bien du mal à se recycler dans le coin. Il y a dix ans, les patrons de la laiterie disaient la même chose, pourtant quelques inconscients les ont entraînés devant les tribunaux sans que les premiers n'appliquent leurs menaces.

A l'abattoir, ceux qui en ont marre de l'arrogance de leurs « bons maîtres » encouragent discrètement ceux qui voudraient les traîner dans la boue, mais tout le monde sait que pour ces inconscients il vaut mieux ne pas avoir ni famille ni maison à rembourser. Le temps du repli sur soi va-t-il enfin cesser un jour, à force d'en prendre plein la gueule avec ces « bons maîtres » qui profitent de la crise pour se refaire une santé ?

J.-C. (Gr de Rennes)

URBANISME

Le bassin de la Villette

« **L**a place de Stalingrad sera en 1989 une des plus belles promenades de Paris », disait le dépliant que la mairie de la capitale avait fait distribuer dans ma boîte à lettres. Et de nous montrer en quadrichromie le nouveau plan de l'ensemble qui, du bout du quai de Valmy au vieux pont de la rue de Crimée, nous fera « retrouver un site de qualité ».

Tout ça, bien sûr, vient des cartons de Chirac et de son grand projet de l'est de Paris. Déjà avenue Jean-Jaurès, à l'angle de la rue Bouret (où se trouve le siège de la Vie Ouvrière), s'est érigé un conservatoire de musique dont l'habitant du quartier se demande si c'est un musée ou une école...

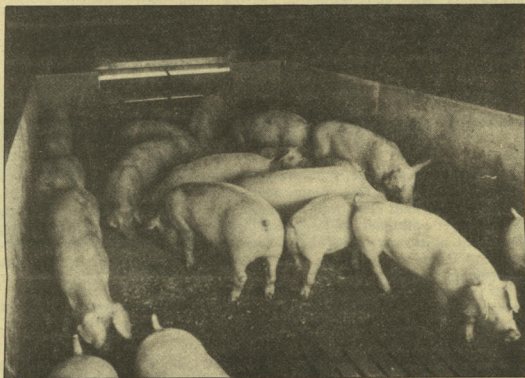
Il faut quand même dire que tout ce remue-ménage urbain dans le 18^e arrondissement de Paris a une autre gueule que le massacre, il y a quelques années, de la Place-des-Fêtes. On casse de la vieille pierre certes, mais les nouvelles habitations sont plaisantes à regarder, surtout celles près du canal de l'Ourcq. On passera sous silence les différents styles d'architecture amoncelés pélemêle entre la rue de Belleville et la rue Rebeval... Le problème

n'étant pas que l'œil soit heurté mais plutôt le portefeuille !

Le 18^e arrondissement est, paraît-il, un des endroits de Paris où la population augmente le plus. Alors on augmente les loyers des vieilles maisons et les neuves sont « inabordables ». On met en branle des chantiers de prestige genre esplanade de la Villette et tout est en place pour un changement de population.

D'un quartier populaire on fait peu à peu une zone d'habitation pour gens « aisés ». J'exagère ? Un studio branché sur le canal de l'Ourcq est loué aussi cher que mon vieux 4 pièces avenue de Laumièrre ! Il y aurait beaucoup à dire sur la rénovation urbaine et ce ne sont pas ces quelques lignes qui vont tout résoudre. On rappellera aux apprentis sorciers rénovateurs qui veulent « améliorer la vie à Paris » que, comme l'écrivait Eugène Dabit dans *Faubourgs de Paris* : « (...) la mort n'a pas engourdi ce quartier de Paris, le souvenir de la Commune s'y perpétue. » Même si l'imprimerie Lang de la rue Curial n'est plus qu'un souvenir !

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)



PARCS D'ATTRACTIONS

Au suivant !

AVEC une moyenne de chômeurs d'environ 14%, le département du Gard pouvait se faire du souci... Mais nous avons la chance d'avoir un conseil général pour le moins dynamique, en tout cas sur le plan de l'emploi. Qu'on en juge plutôt. Le Pont du Gard, merveille de l'architecture romaine, va servir à redresser l'économie du département. Ce monument, qui attirait annuellement quelque deux millions de visiteurs, est destiné à devenir le centre d'un « Eco-Musée », vaste parc d'attraction de trois cents hectares, où se côtoieront nature, culture, et... commerce !

En prévision, péle-mêle : parkings, restaurants, hôtels, boutiques diverses, et un « Euro-village » de six cents lits dont... quatre cents seront classés « 3 étoiles ». Avec, en prime : un village d'accueil et, évidemment, l'inévitable village romain. Bref, un projet grandiose de trois cent cinquante millions de francs.

Cet énorme chantier, qui sera terminé en 1990, pose néanmoins des problèmes conséquents, on s'en doute. Sur le plan de l'emploi, cent cinquante à deux cents postes nouveaux, paraît-il, seront créés : combien seront saisonniers ? Dans une région rurale où l'agriculture est déjà durement touchée, combien d'exploitations seront rasées, et de travailleurs paysans licenciés ? Enfin, cette région ne risque-t-elle pas d'être centrée sur cet « Eco-Musée », renforcant ainsi la dépendance économique vis-à-vis d'une seule et unique ressource : le tourisme ?

D'un point de vue écologique, le projet est catastrophique. Le merveilleux site du Pont du Gard sera défiguré, et recouvert de béton et de goudron. Le Gardon, cours d'eau passant sous l'édifice antique, résistera-t-il longtemps aux déjections du complexe touristique ?

Ce projet de parc ressemble comme un frère à Eurodisneyland (cf. *Monde libertaire* n° 633 et 634) et à celui de l'Ardèche (cf. *Monde libertaire* n° 693). Ainsi donc, nos « spécialistes » nous préparent un bel avenir aseptisé, avec des jeux partout, partout... Dis, tonton Orwell, ça veut dire quoi : « la liberté, c'est l'esclavage » ?

Daniel DENIM

ÉDITION SPÉCIALE
ASIE
Le monde
libertaire

**Les anarchistes
fêtent
l'année
du Dragon**

Le *Monde libertaire* et *Radio-Libertaire* ont porté la semaine passée leur attention sur l'Asie à l'occasion du nouvel an chinois et indo-chinois.

Nous aurions dû, dans ce numéro, poursuivre la parution d'articles consacrés au monde asiatique ; or, pour des raisons techniques, nous sommes obligés de les reporter à la semaine prochaine. Dans notre n° 696, nous consacrons deux pages au cinéma chinois, à l'Indonésie et à la peine de mort au Japon.

La rédaction

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

TERRITOIRES OCCUPÉS

Israël, les Etats-Unis et l'« autogestion »

UN grand vent d'espoir a soufflé sur les territoires occupés, le 10 février dernier : alors que les manifestants continuaient à lancer des pierres, alors que les soldats israéliens continuaient à tuer à coups de matraques, ou à briser les membres de jeunes émeutiers, alors que les colons juifs continuaient à organiser leur « autodéfense », le Premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, recevait l'envoyé spécial des Etats-Unis, Richard Murphy, pour discuter d'un plan... d'« autogestion » à court terme des territoires occupés.

Le plan Murphy se compose de deux étapes principales : ouverture, en avril, d'une conférence réunissant Israël, la Jordanie et éventuellement la Syrie, pour discuter d'une période « intermédiaire », déjà prévue par les accords de Camp David, durant laquelle se préparerait la passation de pouvoirs entre Israël et le nouveau pouvoir exécutif palestinien.

La deuxième partie du plan commence en décembre, avec l'élection de cet « exécutif palestinien ». Au début de l'année pro-

chaine devraient commencer de nouveaux pourparlers, concernant cette fois le statut définitif de Gaza et de Cisjordanie.

Le plan Murphy

Le plan Murphy présente un premier aspect intéressant : pour la première fois depuis bien longtemps, réapparaissent à la surface les accords de Camp David. Rappelons que le premier texte de ces accords prévoyait une période transitoire de cinq ans à partir de la mise en place d'une autorité autonome librement élue. Les troupes juives participeraient avec l'armée jordanienne à la surveillance des frontières. Une « puissante force de police locale » serait levée.

Enfin, lors de la troisième année de ce gouvernement transitoire commenceraient les négociations entre les nouvelles autorités palestiniennes et le gouvernement israélien, pour déterminer le statut définitif des territoires occupés. Rappelons que sur ce dernier point, Begin, signataire des accords, avait tenu à préciser :

« Israël ne reviendra jamais sur les frontières d'avant 1967, et empêchera la création d'un Etat palesti-



nien en Cisjordanie. Jérusalem, une et réunifiée, restera pour l'éternité la capitale d'Israël ».

A première vue, il n'y a pas grand-chose de neuf sous le soleil du Proche-Orient. Au détail près qu'aujourd'hui, Georges Bush ne parle plus d'autonomie, mais d'autogestion (!). Que la période transitoire ne serait pas de cinq ans, mais de trois ans ; « peut-être même plus », a tenu à préciser Shamir, « afin de voir comment les Palestiniens se conduiraient durant la période de transition ».

Gagner du temps...

Quelles différences fondamentales entre le plan de Georges Bush et les accords de Camp David ? Une simple question de délais, peut-être. Les Etats-Unis savent, eux aussi, que la révolte des pierres n'est pas une émeute, mais une révolution en marche. Et que « si la question des territoires occupés n'est pas réglée d'une façon ou d'une autre, les troubles risquent de s'étendre à la Jordanie, voire à l'ensemble du Proche-Orient ». Shamir aussi le sait, pour

admettre de discuter d'un plan qui aurait au moins comme conséquence de braquer irrémédiablement toute l'extrême droite coloniale contre lui. Mais sur le fond, sa position n'a guère évolué par rapport à celle de Begin.

On admet l'imminence du retrait partiel des troupes israéliennes. Bushat Shamir parle d'autonomie, galvaude le mot d'autogestion, mais que les Palestiniens ne comptent pas sur eux pour faire quoi que ce soit allant dans le sens d'une véritable indépendance économique, d'une quelconque autodétermination politique.

D'autre part, ce plan a été proposé à Shamir, et non à Pères. Le ministre des Affaires étrangères est pourtant concerné au premier chef, puisque ce nouveau plan « grille » son célèbre projet de conférence internationale, à laquelle participerait l'O.L.P. La droite américaine s'adresse à la droite israélienne. Qu'en déduire, sinon qu'il s'agit d'autant de temps perdu pour une véritable décolonisation des territoires occupés ?

Pascale CHOISY

ÉTATS-UNIS

Les droits du peuple indien...

Dans toute l'Amérique, et pas seulement centrale ou latine, les Indiens sont malmenés. Aux Etats-Unis comme au Canada (voir article sur les Jeux Olympiques d'hiver dans cette page), les Indiens sont déplacés au gré des intérêts financiers et politiques. A l'occasion de la semaine internationale de Big Mountain, nous vous présentons des extraits de deux tracts traitant des démantés des Navajos et des Hopis avec le gouvernement des Etats-Unis et des industriels.

Le comité de rédaction

Le gouvernement des Etats-Unis, selon la volonté des magnats de l'énergie, organise l'évacuation forcée de milliers de Navajos de leur territoire traditionnel vers de nouvelles terres rendues radioactives par les émanations des mines d'uranium. La terre navajo est recherchée pour son charbon, son pétrole, son gaz naturel et son uranium. Le gouvernement des Etats-Unis a monté de toutes pièces un prétendu « conflit » entre les Navajos et leurs voisins, les Hopis, afin d'éloigner les uns et les autres de leur patries ancestrales.

Il n'y a en fait aucun conflit. Le gouvernement des Etats-Unis et l'église mormon ont créé ce « conflit » et contrôlent le Conseil tribal, ceci bien que les Hopis et leurs aînés traditionnels soutiennent les Navajos. Les Hopis et les Navajos n'accordent aucune crédibilité au fait de participer aux élections américaines et au gouvernement, car tous deux sont corrompus. En 1972, il a été facile pour les magnats de l'énergie de faire passer au Congrès la loi P.L. 93-531, qui permet l'expulsion du peuple navajo.

La loi P.L. 93-531

Au nord de Big Mountain, il existe une région appelée Black Mesa. Là, d'énormes engins d'extraction minière creusent des tranchées profondes de 150 pieds. Une fois le charbon extrait, ces tranchées sont comblées et le sol est « bonifié ». En fait, pas une once de ces terres « bonifiées » n'est (jamais) redevenue fertile. C'est de la terre morte. Ces machines monstrueuses se rapprochent de Big Mountain.

Les Navajos ont été forcés de supprimer 90% de leur cheptel, alors que c'est là leur principal moyen de survie. Toute construction leur est interdite, les puits d'eau ont été sabotés, les Navajos sont sans cesse agressés et se font

arrêter par les agents du gouvernement. Ils sont sous la menace perpétuelle d'une invasion militaire, une menace qui prend la forme des « jets » et des hélicoptères qui zèbrent leur ciel



Les peuples traditionnels sont les garants de notre mère la terre. S'ils doivent survivre, ils ont besoin de votre aide et de votre soutien. Non à l'occupation américaine des territoires hopis et navajos, il faut abolir la loi P.L. 93-531 !

Big Mountain

Le San Diego Big Mountain Support Group est à l'origine de l'organisation de la semaine internationale de Big Mountain (1), qui aura lieu du 9 au 16 avril 1988. Les signataires de cette action sont : Big Mountain Legal Office, Santa Barbara Conference of West Coast Big Mountain Support Group, Alliance for Survival S.D., Survival Network/Bayou la Rose et Red Knife Defense/Support Network.

Le but de cette manifestation internationale est de sensibiliser le monde (entier) à la résistance navajo et de demander que les autorités des Etats-Unis respectent les conventions et les traités internatio-

naux sur les droits de l'homme. Nous voulons que les autorités des Etats-Unis mettent fin à leurs menaces systématiques d'expulsion, et aux violations des droits de l'homme vis-à-vis du peuple navajo.

Le gouvernement des Etats-Unis nie les droits de l'homme en ce qui concerne le peuple indien. Les politiques de génocide sont toujours de mise et les terres indiennes sont toujours volées. La culture, la religion et la tradition indiennes sont volontairement anéanties. C'est tout cela que la résistance navajo combat.

La résistance navajo a besoin de soutien car le gouvernement des Etats-Unis peut légalement (loi P.L. 93-531) procéder à tout moment à une intervention militaire. Aidez-nous en envoyant des messages, partout dans le monde, demandant que le gouvernement cesse de maltraiter le peuple originel de l'Amérique et de violer les traités, les conventions et les accords sur les droits de l'homme concernant les Indiens qui ont été signés.

Sans votre aide nous avons peu de chances de réussir, car nous nous battons contre des gens très puissants et avides d'argent. Nous vous demandons de nous aider si vous le pouvez.

1. En signant la résolution de solidarité avec la résistance navajo.

2. En organisant des manifestations dans votre région (le 6 avril ont lieu les manifestations locales, le 16 avril les manifestations régionales).

3. En photocopiant cet article pour les organisations de votre région.

4. En nous envoyant des dessins pour faire des affiches.

5. En traduisant des articles en espagnol, en français, en japonais, en danois...

6. En nous envoyant des photocopies de tout tract, affiche, article traitant du problème de la semaine internationale de Big Mountain (les coordinateurs du projet sont Christina, L. Floyd et Arthur J. Miller) (...)

D'après le communiqué de l'International Big Mountain Week

(1) La semaine internationale de Big Mountain se déroulera du 9 au 16 avril 1988. Pour plus de renseignements écrire à l'adresse suivante : International Big Mountain Week, P.O. Box 2576 San Diego, Ca. 92112, Etats-Unis.

BOYCOTT

Jeux Olympiques de Calgary

POUR une fois, les Jeux Olympiques d'hiver réunissent cinquante-neuf pays, aucun appel au boycott n'ayant été lancé par aucune grande puissance. Cette unanimité mondiale à l'occasion de cet événement, qui n'est qu'une gigantesque opération commerciale, occulte la situation désastreuse dans laquelle vit la minorité indienne du Lubicon.

En effet, leurs territoires n'ayant jamais été reconnus officiellement sont devenus au fil des années un camp d'exploitations pétrolières. Pour ce peuple qui vivait principalement de la chasse, ces bouleversements sont catastrophiques. Leurs revenus propres ont chuté des trois quarts tandis que les aides officielles grimpaient de 10 à 95%.

Dans un tel contexte, le choix du site de Calgary pour l'organisation des Jeux Olympiques ne pouvait laisser indifférents les Crees, qui décidèrent d'appeler, sans grandes illusions, au boycott international dont nous vous présentons l'appel.

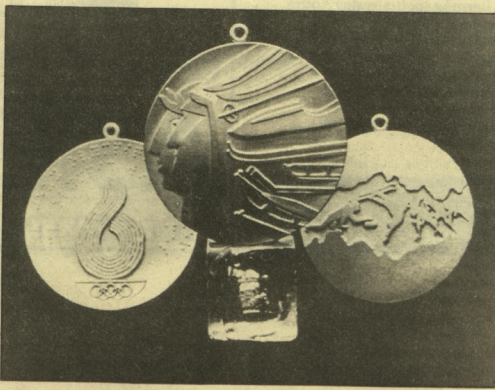
« Les Jeux Olympiques vont être organisés par ces intérêts mêmes qui sont en train de perpétrer un véritable génocide à Lucidon Lake. Ils comptent bien, en outre, peaufiner leur image, vanter leurs « réalisations » et vendre la province comme un endroit fort propice aux « affaires », c'est-à-dire aux profits des futurs investisseurs étrangers qui ouvriront autant de nouveaux marchés par lesquels écarter les ressources naturelles qu'ils volent sur nos territoires traditionnels.

« Nous pensons que l'opinion internationale doit tout savoir de la vérité qui se cache derrière cette façade minutieusement élaborée en Alberta : la vérité sur les Jeux Olympiques, la vérité sur un manque de dignité pour le moins élémentaire, et la vérité sur les effets désastreux de cette activité pour le peuple autochtone, dont on viole le territoire.

Nous appelons donc les Albertiens, les Canadiens et l'opinion mondiale à se joindre au boycott des Jeux Olympiques de Calgary. Nous affirmons que tous ceux qui soutiennent ces Jeux Olympiques soutiennent aussi le programme génocidaire du gouvernement provincial d'Alberta et de ses alliés, les grandes compagnies pétrolières.

Nous espérons que ce boycott sera l'occasion d'informer l'opinion sur la lutte des autochtones pour leur survie et qu'il offrira aux Albertiens, aux Canadiens et au monde la possibilité de déclarer par eux-mêmes s'ils sont prêts ou non à sacrifier pour des profits d'exploitations pétrolières, les entités sociales des peuples indigènes ».

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)



NOUS AVONS REÇU :

• « Alternative libertaire » (Belgique) n° 97.
 Au sommaire : les fichiers politiques et policiers en Belgique ; débats sur la faim, sur Kurt Waldheim ; Australie : la glorification du meurtrier ; Simone Weil, morte en mai 1943 ; prisons de la crise ; l'agenda des événements en Belgique...

• « Tiempos Nuevos » (Fédération anarchiste ibérique) n° 45.
 Au sommaire : perspectives de la F.A.I. (compte-rendu de la conférence péninsulaire) ; syndicalisme.

• « Agitação » (Portugal), n° 2.
 Au sommaire : les luttes parcelaires ; Ciccolina : une député porno ou une porno député ? ; compte-rendu (en français) de la manifestation anarchiste du 25 novembre à Lisbonne, contre la répression démocratique qui sévit toujours au Portugal. Les victimes : les travailleurs, les couches pauvres et les jeunes, dont la plupart n'ont aucun moyen de survivre et remplissent les prisons de l'Etat démocratique portugais. Pratiquement tous les groupes anarchistes de la région de Lisbonne avaient appelé et organisé cette manifestation. Un bon point pour nos camarades portugais.

• « Industrial Worker » (I.W.W., Etats-Unis) volume 85 n° 2. Au sommaire : la grève générale touche Israël ; une nouvelle section pour les I.W.W. dans le Colorado ; le krach bousier ; les luttes en Amérique du Nord ; le Mexique ; etc.

PRESSE

Nouvelles menaces

En janvier dernier, le gouvernement sud-africain a de nouveau menacé de censure ou de fermeture cinq des plus importants journaux anti-apartheid. Les publications menacées incluent : un quotidien *The Sowetan* ; trois hebdomadaires *New Nation*, *Weekly Mail* et *South* et un mensuel gauchiste *Work in Progress*. Dans ses avertissements au *Weekly Mail*, le ministre de l'Intérieur s'est plaint de ce que ce journal mettait en avant l'image du Congrès national africain avec des articles décrivant Govan Mbeki, ancien membre du Congrès et récemment libéré de prison, comme un leader largement accepté parmi la population noire. Le ministre accusa *New Nation* de développer « la haine et l'hostilité » envers les forces de sécurité du gouvernement, notamment en « assimilant certains actes des forces de l'ordre à des raids ». Il accusa, de plus, le journal d'entraver à l'ordre public en soutenant une campagne de clémence pour 32 prisonniers sud-africains condamnés à mort. Le *Weekly Mail* a parlé d'un complot destiné à discréditer le mouvement de lutte contre la conscription qui commence à s'étendre au pays.

Extrait de « Industrial Worker »

Un service régulier et pratique l'abonnement

BELGIQUE

Le fichage individuel

FIN décembre 1987, j'étais invité à me rendre au Palais de justice de Bruxelles sous l'inculpation de menace envers un policier/photographe en civil lors de la manifestation organisée il y a trois ans pour protester contre la venue de Jean-Marie Le Pen à Schaerbeek, à l'invitation du Bourgmestre Roger Nols.

Passons sur le ridicule de l'inculpation. D'autant plus ridicule qu'elle vise à m'inclure dans le procès contre les manifestants qui solidisant descendirent les vitrines du Neptunium, où étaient rassemblés tout ce que la Belgique compte de nostalgiques de l'Ordre Nouveau et de jeunes loups d'extrême droite. Bonjour l'amalgame : « On vous avait bien dit que c'était tous des casseurs au 22 Mars ».

Les faits

Les « faits » qui me sont reprochés ont eu lieu à 2 kilomètres de Schaerbeek, une bonne heure avant que la première vitre ne s'affaisse de soulagement sur le trottoir.

Passons également sur le ridicule de cet officier de police en civil qui prenant des photos des manifestants (des photos, des fiches, destinées à quel usage ? sur ordre de qui ? qui sont stockées où ? gérées par qui ?) et se sentit menacé

lorsqu'on lui dit de cesser de « jouer » au journaliste photographe... Le flic, en s'encourant devant les hordes barbares et « le noyau dur » (sic) : « Maman j'ai peur ».

Ce qui est plus curieux dans cette citation à comparaître est sans conteste la dernière partie du Pro Justitia intitulé « Renseignements complémentaires ». On y apprend que je suis « bien connu des services de police » (la preuve...), que je suis « le responsable de l'asbl 22 Mars », ladite asbl aurait « engendré les radios libres en Belgique et créé une association de radios libres gauchistes : l'Association pour la libération des ondes, parmi eux (sic) Radio z'Alternatives et Radio Air Libre, connues pour leurs émissions subversives à Passe Muraille » destinées aux détenus... » Ha bon !

Et les renseignements complémentaires de poursuivre : « Sa présence est remarquée régulièrement dans des manifestations gauchistes. En 1982, il a été arrêté en Pologne pour avoir introduit clandestinement du matériel radio à destination du mouvement Solidarnosc. A cette époque un comité de soutien à Roger Noël a été créé » Ha bon !

Si ce n'est pas cela du fichage, on se demande ce que c'est... Et quelles questions se posent. D'abord,

on peut se demander d'où les deux officiers de police « non-revêtus de leurs uniformes » (étaient-ils nus ?) qui ont rédigé ces lignes tirent-ils leurs informations : de souvenirs personnels et nostalgiques, de notes rédigées précédemment par d'autres services de police... Et alors, où se trouvent ces notes, quels sont les services qui les gèrent, sous la surveillance de qui ? On peut également se demander d'où viennent les jugements de valeurs (et non les faits objectifs) du genre : les radios libres de l'A.L.O. sont des radios « gauchistes »... Je connais quelques radiolibristes qui doivent avoir les oreilles qui frétilent... eux, des gauchistes, pas fou, non !

En un mot comme en cent : qui a rédigé ces renseignements complémentaires, sur la base de quels informations et jugements de valeurs politiques, rassemblés par qui, copiés de quelles fiches, vérifiés par qui, conservés tels quels jusqu'à quand ?

Nous savons par ailleurs que cet exemple n'est pas isolé et que plusieurs des membres du collectif de l'asbl 22 Mars ont été fichés « terroristes » par la Sûreté de l'Etat, notamment pour avoir participé à une manifestation devant le Palais de justice de Bruxelles en faveur de la libération de Chantal Paternostre...

D'autres amis proches se sont vu fouiller intégralement au passage de diverses frontières (aéroport de Bruxelles/National notamment...) sous le seul prétexte qu'à l'appel de leurs noms sur le clavier de l'ordinateur... quelque chose (quoi ?) apparaissait.

Le fichage étatique de ce type, comme les écoutes téléphoniques ou les micros espions, sont la gangrène des libertés fondamentales d'association et d'expression. C'est un petit peu de la terreur douce qui s'installe ces dernières années (merci M. Gol).

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous ceux qui ont été, qui sont ou qui seront potentiellement les victimes de la mise en fiches pour qu'ils se retrouvent rapidement pour mettre en place une structure dont l'objectif unique sera dénoncer et de faire cesser ces pratiques. Aujourd'hui, chacun pétitionne dans son coin (P.T.B., P.O.S...), il est temps de se retrouver pour agir ensemble. Pour notre part, nous espérons bien poser toutes les questions qui précèdent (avec tous ceux qui voudront bien se joindre à nous) lors de la prochaine audience du « procès Le Pen » le 14 mars 1988, au Palais de justice de Bruxelles.

Noël ROGER (Babar)

AMÉRIQUE DU NORD

L'anarchisme s'organise

UN certain nombre de délégués et membres de divers groupes anarchistes d'Amérique du Nord se retrouveront à Atlanta afin de rediscuter des possibilités de coordonner les efforts et la propagation de nos idées dans ce continent. Les participants venaient de différentes régions : Albany (Etat de New-York) ; Albuquerque ; Atlanta ; Chattanooga ; Champaign-Urbana ; Chicago ; Knoxville, Los Angeles ; Madison ; Minneapolis ; New Orleans ; New-York ; Pensacola ; Philadelphia ; Raleigh ; Richmond ; Syracuse ; Toronto (Canada) et Vancouver (Canada).

Les campagnes d'actions

Ces divers groupes participent à des librairies, des publications (journaux, par exemple), des radios anarchistes, des syndicats et beaucoup d'autres activités

(écologie, pacifisme, solidarité, solidarité Est-Ouest, etc.). Après une réunion ouverte, qui avait eu lieu le 15 janvier dernier, les participants se sont rassemblés dans des commissions pendant deux jours, afin de discuter d'un certain nombre d'événements de propositions de campagnes d'actions communes. La préparation du 3^e rassemblement annuel des anarchistes d'Amérique du Nord, qui aura lieu du 1^{er} au 4 juillet à Toronto, fut aussi à l'ordre du jour. La commission « Solidarité Est-Ouest » a elle débattu des luttes dans les pays de l'Est, menées dans des mouvements indépendants et sur le terrain du pacifisme, de l'écologie et du monde du travail par des compagnons, ainsi que des efforts développés en Amérique du Nord, pour les soutenir et les aider (c'est, par exemple, le cas du groupe « Ni Est ni Ouest » basé à New-York). Le besoin se fit sentir pour coordonner

les campagnes contre la répression étatique que subissent les compagnons de l'Est. Des efforts sont en cours pour construire un réseau de groupes travaillant sur ce thème, à travers l'Amérique du Nord. Un certain nombre de meetings tournant à travers toute la région sont notamment envisagés avec un membre exilé de Moscou.

D'autres commissions travaillent sur des sujets très variés : création d'une « chaîne » de coopératives d'édition, campagnes de soutien aux prisonniers, boycott des élections, campagne d'actions contre le « sponsoring », par les Etats-Unis, de la guerre en Amérique Centrale, développement et extension de la revue *1^{er} Mai* (lettre regroupant un certain nombre de groupes). La proposition de lancer un journal anarchiste continental s'adressant à un mouvement de masse, a aussi été faite, en plus du lancement d'un mouvement « de partage des tâches et ressources » (programmes de radio, écrire à la machine, etc.). Finalement, rendre plus visible et présent l'anarchisme dans les mouvements contre la guerre, le racisme, la destruction de l'environnement, etc. Construire un mouvement anarchiste à la taille du continent !

Une fédération anarchiste nord américaine

Après l'échec de l'Anarchist Communist Federation et de la Social Revolutionary Anarchist Federation, il y a plusieurs années, peu de coordinations et de coopérations existaient entre les divers participants exprimèrent, donc, le besoin de construire une Fédération anarchiste d'Amérique du Nord, et dans cette optique, diverses propositions pour des « principes de base » circulèrent lors de la réunion. Tout le monde semblait donc accepter, à long terme, le besoin de créer une fédération, cependant beaucoup pensaient qu'il

était encore trop tôt. L'idée devait mûrir, et en particulier, il fallait travailler encore plus ensemble de manière à développer une *Charte de principes de bases et de priorités*. La future fédération devra résulter de ces discussions et actions communes, reposant ainsi sur des bases solides.

Nous soutenons, de nos vœux les plus chers, nos compagnons américains dans leur tâche et espérons voir dans un avenir proche, sur ce continent une fédération anarchiste solide, redonnant à notre idéal commun une place qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Relations internationales

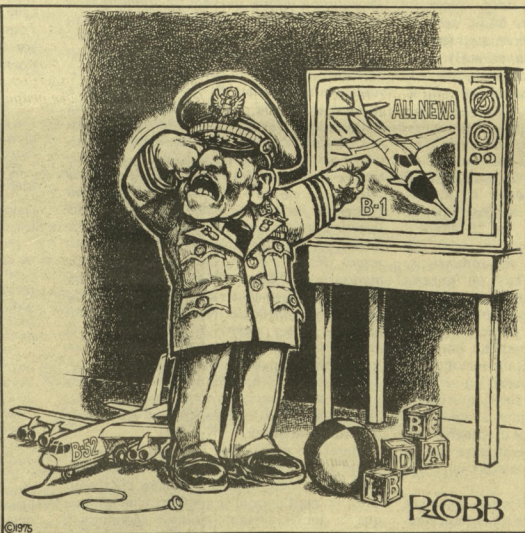
Informations de nos amis de Libertarian Labor Review.

ÉTATS-UNIS

Le pays du libéralisme

D'après l'American Census Bureau, deux millions d'Américains, bien que travaillant à plein temps, se trouvaient au-dessous du seuil de pauvreté. Cela en 1986, soit 52% de plus qu'en 1975 et 22% de plus qu'en 1980. Travailler à plein temps, au « S.M.I.C. fédéral », soit \$ 3.35 par heure depuis 1981, revenait à recevoir \$ 3 968 par an (soit 38 000 F, avec le dollar à 10 F, pour un an !). Cela représente seulement 80% du revenu qui serait nécessaire à une famille de trois personnes pour l'« élever au-dessus du seuil de la pauvreté ». Six millions neuf cent mille pauvres, en plus de ceux déjà cités, travaillent eux à mi-temps. Au pays des borbnes, les aveugles ne sont pas rois !

Extrait de « Industrial Worker »



RÉVOLUTION FRANÇAISE

Marat (1743-1793) : le mythe et la réalité.

« Le mal est dans la chose même et le remède est violent. Il faut porter la cognée à la racine. Il faut faire connaître au peuple ses droits et l'engager à les revendiquer, il faut lui mettre les armes à la main, se saisir dans tout le royaume des petits tyrans qui le tiennent opprimé, renverser l'édifice monstrueux de notre gouvernement, en établir un nouveau sur une base équitable. Les gens qui croient que le reste du genre humain est fait pour servir à leur bien-être n'approuveront pas sans doute ce remède, mais ce n'est pas eux qu'il faut consulter ; il s'agit de dédommager tout un peuple de l'injustice de ses oppresseurs. » (1774)

L'AUTEUR de ces phrases, Jean-Paul Marat est sans doute l'un de ceux qui ont contribué à radicaliser les idées de la Révolution française. Véritable « Homme-Terreur » pour l'historiographie contre-révolutionnaire, il ne lui a pas été pardonné d'avoir contribué à renverser Louis XVI et à le faire exécuter. On a pu entendre, il y a quelques mois, le très digne historien Pierre Chaunu suggérer de déboulonner la statue de Danton au métro Odéon pour y substituer celle de Charlotte Corday, la meurtrière de Marat. C'est dire que le personnage est toujours sulfureux ! Il est vrai que l'on ne peut guère débattre sérieusement de la Grande Révolution en France. Maintenant que l'on n'excuse plus les crimes des républicains, que le démon jacobin est à peu près exorcisé, on tombe dans l'excès inverse. Toute personne qui cherche à relever des points intéressants en 1789 se voit immédiatement traité d'apologiste du goulou ou du « génocide franco-français ». Pourtant il n'est pas question de laisser s'instaurer une terreur blanche dans le débat d'idées, surtout lorsque se profilent des intentions douteuses (1). Il faut chercher les éléments utiles à l'émancipation des individus, qui surgissent à chaque grand moment de révolte. Et Marat a joué un rôle incontestable, même s'il faut en montrer les limites.

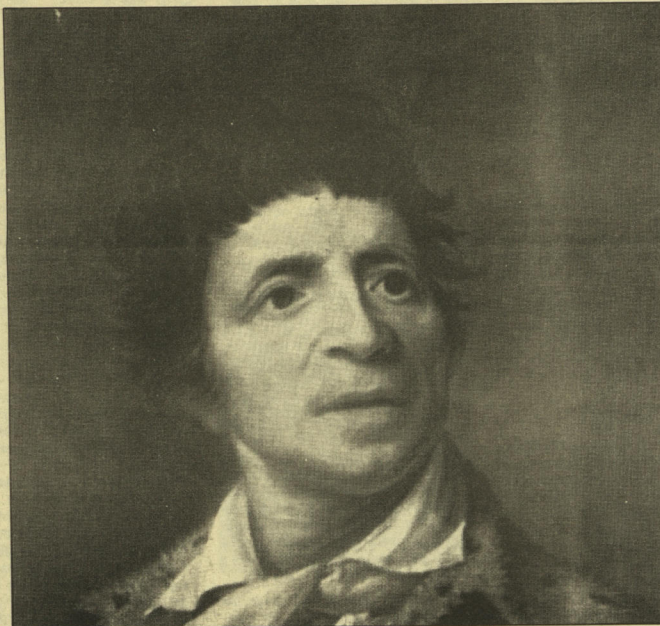
Les années de formation

Jean-Paul Marat est né à Neuchâtel en 1743. Son père était un ancien prêtre défrôqué. Dans une esquisse d'autobiographie, Marat décrit ainsi sa jeunesse : « J'avais déjà le sens moral développé à huit ans ; à cet âge, je ne pouvais soutenir la vue de mauvais traitements exercés contre autrui, l'aspect d'une cruauté me soulevait d'indignation, et toujours le spectacle d'une injustice fit bondir mon cœur comme le sentiment d'un outrage personnel. » Cet enfant rebelle, qui refuse les châtements corporels, est néanmoins un élève brillant et appliqué. Plus tard, il devient précepteur et lit abondamment. Dans le débat philosophique de l'époque, Marat semble pencher vers Rousseau contre les Encyclopédistes, pour des raisons plus sentimentales que théoriques (désisme, fraternité humaine) et sans voir certaines implications autoritaires du rousseauisme. Il faut dire que Marat apprécie peu les complaisances d'un Voltaire ou d'un Diderot à l'égard du despotisme « éclairé ». Vers 1762, Marat est déjà parvenu à des positions quasi insurrectionnelles (« On voit la liberté naître sans cesse des feux de la sédition »).

Séjournant à Londres, il écrit un roman qui se déroule dans la Pologne en pleine lutte nationale. Marat refuse catégoriquement de se rendre en Russie pour cautionner le régime de Catherine II qui subventionnait les intellectuels (2). Il ne manquera pas, par la suite, de dénoncer la bassesse de ces écrivains, rentiers du pouvoir, sous couvert d'un rôle critique. Son grand ouvrage, *Les Chaînes de l'esclavage*, paraît en Angleterre en 1774. Il se vend assez mal dans le commerce, mais il est diffusé par le réseau des sociétés politiques. Marat publie aussi des traités de médecine (il exerce ce métier pour vivre) et tente de faire passer clandestinement des écrits en France. Il accusera les Philosophes (!) d'avoir dénoncé un de ces réseaux de librairie à la police pour lui nuire. En 1777, un essai de Marat est violemment attaqué par Voltaire qui note surtout la suprême vulgarité de laisser un médecin parler de philosophie ! De retour à Paris, Marat se livre à des expériences scientifiques (lumière, électricité) tout en publiant un nouvel ouvrage, *Plan de législation criminelle*. L'ouvrage est tellement tronqué par la censure que l'auteur doit se résoudre à le mettre au pilon.

Marat et la Révolution française

Il faut attendre la révolution pour que Marat donne la mesure de son talent de polémiste et d'agitateur. Le 14 juillet 1789, il mène les combats sur le Pont-Neuf contre la cavalerie royale. Deux mois après, paraît le premier numéro de



Jean-Paul Marat.

L'Ami du Peuple qui va devenir un des journaux les plus populaires, d'autant que Marat a une invention géniale : le courrier des lecteurs. La répression s'abat sur lui à cause de ses appels à l'insurrection. En janvier 1790, la police investit le siège du journal. Dès lors commence une série de saisies et d'arrestations qui nuisent à la régularité du journal, mais l'impact reste le même. En juin 1791, Marat dénonce une fuite possible du roi quelques jours avant qu'elle ne se produise ! Lors du procès de Louis XVI, il pousse à l'exécution, seul moyen pour lui d'en finir avec la royauté. Traqué peu après pour ses attaques contre la bourgeoisie modérée, Marat se réfugie chez Jacques Roux, le chef des Enragés. Malgré l'admiration et les attentions de celui-ci, Marat apprécie peu son projet d'un journal concurrent et se prend à le détester. Cette période est aussi celle où Marat se range parmi ceux qui vont freiner le cours de la révolution comme les Jacobins. Ainsi il s'oppose aux saisies de denrées par le peuple, mais sa popularité reste intacte.

L'historien de droite P. Saint-Claire-Deville montre cette influence, sous un jour négatif évidemment, lors du siège de la Convention en juin 1793. « Le plus actif et le plus furieux parmi ces meneurs, Marat, apparaît aux troupes des conventionnels, à la tête d'une bande d'hommes armés qui l'acclament. Tel un chien de berger hargneux, il vient mordre aux jambes des moutons (les députés, NDLA) pour les faire rentrer au parc : " Au nom du peuple, hurle-t-il, je vous somme de retourner à vos postes que vous avez lâchement abandonnés ". Et le troupeau docile revient en arrière, rentre au château tête basse, occuper les bancs de la salle des séances, sous les cris sarcastiques des gens des tribunes. » (3)

Lorsque l'intelligentsia jacobine installe son pouvoir, il faut bien constater que Marat devient leur « compagnon de route ». En septembre 1793, il attaque Jacques Roux et les Enragés qui veulent radicaliser la révolution. Roux répond très dignement à des insultes personnelles assez basses : « Le droit de pétition n'est-il que le droit de flagorner les législateurs ? N'est-il que le droit de se laisser égorger et affamer en silence ? », et il ajoute : « Marat, de tout temps on s'est servi des grands hommes pour faire les révolutions, quand on n'a plus besoin d'eux, on les brise comme un verre » (3). Mais au moment où cette réponse est sous presse, Marat vient d'être assassiné par une jeune royaliste. Héroïne pour la droite, fanatique pour les autres, Charlotte Corday était surtout une imbécile. Alors que Marat aurait pu se détacher de Robespierre et des siens, qui imprimaient un cours de plus en plus douteux à la révolution, sa mort leur permit d'organiser une communion républicaine. Marat entra dans la trilogie des martyrs (4). On transféra son corps au Panthéon.

Plus tard, la jeunesse dorée jettera son buste à l'égoût et sa dépouille suivra un chemin simi-

laire. Tout au long du XIX^e siècle son nom fut maudit. Lorsque Proudhon proposa ses réformes au Parlement de 1848, il se fit traiter de nouveau Marat, et les éditeurs furent traînés en prison comme Bougeart en 1865 (5). Par contre, des marins russes baptisèrent leur croiseur du nom de Marat en 1917 et Antonin Artaud accepta de jouer le rôle dans le film *Napoléon* d'Abel Gance. Même si les passions que soulève le personnage sont dues essentiellement à son action en 1789-1793, on s'aperçoit, à la lecture de son œuvre, qu'il ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Son apport théorique est assez difficile à cerner. Pendant la révolution il a surtout écrit des pamphlets ponctuels et sa réflexion s'y limite à quelques lignes. Reste les ouvrages pré-révolutionnaires dont deux seulement ont un certain intérêt.

L'esclavage volontaire

Les Chaînes de l'esclavage est un livre qui démonte les mécanismes de la tyrannie. Bien que publié en 1774, il est toujours d'actualité pour une grande part, à condition d'en changer le contexte ! Marat ne se contente pas d'une réflexion sommaire sur le pouvoir, il montre ses soutiens : les prêtres, les intellectuels, par exemple : « Aucun prince ne caresse les gens de lettres qu'autant qu'ils flattent son orgueil, servent à ses plaisirs, relèvent sa magnificence, prêchent la soumission à ses ordres. Et combien mettent tout leur esprit à servir d'instrument au despotisme, à préconiser la servitude, à sanctifier l'oppression ! Prostitution infâme qui étouffe la liberté sous les fleurs mêmes de l'imagination du goût et du génie » (6).

Il invoque aussi la société de consommation (chapitre « Du luxe ») comme moyen de provoquer la soumission du peuple. « A mesure que le luxe s'étend, il met le superflu au rang du nécessaire. D'abord on contracte l'habitude, les plaisirs deviennent besoins, ces nouveaux besoins, il faut les satisfaire ; et comme tous ne le peuvent également, ils sont agités de sentiments divers : d'un côté se trouvent l'envie, la jalousie, la haine ; de l'autre côté l'orgueil et le mépris : nouvelles semences de discorde (...) ; sans cesse on est dévoré de nouveaux désirs. Les moyens de les satisfaire manquent-ils ? On intrigue pour se les procurer. Le mal va toujours en augmentant : car à force de vouloir se distinguer, on ne se distingue plus ; mais comme on a pris du rang, et que l'envie de se faire regarder subsiste toujours, toutes les cordes sont tendues pour sortir de cette égalité insupportable. Dès lors il n'y a plus de rapport entre les besoins et les moyens, et l'on cherche à se vendre. Que d'esclaves volontaires ! »

Marat ne prêche pas l'austérité mais s'en prend à la croyance que l'abondance de biens dans une société inégalitaire libère l'individu. C'est le contraire qui se produit. Une critique que la pensée soixante-huitarde reprendra à

son compte... Le concept fondamental chez Marat, c'est celui de la soumission volontaire. Il ne croit pas que les chefs soient les seuls responsables des rapports de domination. Mais, s'il critique la société, il ne va guère au-delà d'un simple appel à l'insurrection.

La dictature de classe

Dans son *Plan de législation criminelle* (7), il est un peu plus constructif mais cela reste confus. « Tout vol suppose le droit de propriété : mais d'où dérive ce droit ? L'usurpateur le fonde sur celui du plus fort, comme si la violence pouvait jamais établir un titre sacré. Le possesseur le fonde sur celui de premier occupant : comme si une chose nous fut justement acquise pour avoir mis le premier la main dessus. L'héritier le fonde sur celui de tester, comme si l'on pouvait disposer en faveur d'un autre de ce qui n'est pas même de soi. Le cultivateur le fonde sur son travail : sans doute le fruit de votre travail vous appartient ; mais la culture exige le sol, et à quel titre vous appropriez-vous un coin de cette terre, qui fut donnée en commun à tous ses habitants ? Ne sentez-vous pas que c'est d'après une égale répartition du tout, qu'on peut vous assigner votre quote-part ? Encore, après ce partage, n'auriez-vous droit sur le fonds que vous cultivez, qu'autant qu'il est absolument nécessaire à votre existence ? Le droit de posséder découle de celui de vivre : ainsi, tout ce qui est indispensable à notre existence est à nous, et rien de superflu ne saurait nous appartenir légitimement, tandis que d'autres manquent du nécessaire ».

Marat ne va pas plus loin et se limite à proposer d'aider les pauvres en créant des ateliers populaires (1) et une formation professionnelle. La taxation des riches devrait permettre un système éducatif de classe mais sous contrôle étatique. Les biens de l'Eglise seront en grande partie saisis. C'est à peu près tout. Si l'on s'en tient à la seule période pré-révolutionnaire, Marat est loin par exemple du curé Meslier qui prônait le partage et non une simple protection sociale. Bien plus grave est sa conception de l'action révolutionnaire. Assez méfiant à l'égard des masses, Marat admet une dictature provisoire dans la révolution, à condition que le peuple armé reste vigilant, ce qui est un peu contradictoire. Si le peuple n'est pas assez conscient pour se gouverner, pourquoi le serait-il pour empêcher la dérive du pouvoir révolutionnaire ?

Inutile de dire que les marxistes ont tenté d'annexer Marat, inventeur de la « dictature de classe » (8), mais ne faisons pas de comparaisons rapides : chez Marat la dictature est un moyen de compenser les impasses d'une pensée incomplète et peu ordonnée. Il n'y a pas la logique totalitaire du marxisme. Il est par contre lamentable que les révolutionnaires n'aient pas analysé les dangers de la dictature populaire (les anarchistes excepté) alors que la Grande Révolution offrait matière à réflexion. Contrairement à ce qu'écrivent certains, 1789 n'est pas l'antichambre du goulou ou du totalitarisme mais un laboratoire d'idées dont les leçons auraient dû être tirées ensuite. Faute de l'avoir fait, c'est le principe même de la révolution que l'on veut rejeter aujourd'hui. Cela prouve seulement que notre époque n'est pas celle de la raison, mais d'une défaite de l'esprit. Et si, à l'approche du bicentenaire, on sortait enfin l'action révolutionnaire de l'ornière autoritaire ?

YVES (Gr. Flores-Magón)

(1) Le prévenu du génocide vendéen sert à l'extrême droite pour banaliser celui (bien réel) des juifs par les nazis.

(2) Malgré les horreurs du régime russe, les philosophes des Lumières (!) remerciaient Catherine II de ses faveurs. Voltaire : « Je me mets à vos pieds avec enthousiasme », et Diderot : « J'oserais presque vous dire que j'ai une souveraine pour amie ».

(3) Dommanget, Les Enragés, en vente à la librairie du monde libertaire (45 F).

(4) Les deux autres victimes de la contre-révolution étant le député régicide Le Peletier et un certain Chaliot que Kropotkine appelle « communiste mystique ». On fit des bagues, des coupes avec leurs effigies.

(5) Un des éditeurs de Marat, Hilbey, a commis un texte assez crapuleux contre Proudhon pour le distinguer de son idole. Il se trouve en annexe du Plan de législation criminelle, chez Aubier-Montaigne.

(6) Les Chaînes de l'esclavage, paru chez 10/18 (épuisé).

(7) Disponible chez Aubier-Montaigne, bibliothèque sociale.

(8) Ainsi H. Lefebvre : « De Marat à Babeuf, en passant par les hébertistes, il me semble que cette idée est allée en s'éclaircissant dans le sens d'une dictature de classe ».

NOTE DE LECTURE

La génération Mao

Le pavé nouveau est arrivé (1). Nous avons laissé nos deux héros, Hervé Hamon et Patrick Rotman, à démolir les barricades du quartier Latin et à dissiper les gaz lacrymogènes tout en snobant les anarchistes. Donc voilà le deuxième tome : *Les Années de Poudre*.

Le premier tome : *Les Années de Rêve*, nous a compté l'histoire de l'évolution politique de toute une jeunesse issue de la guerre ou du baby-boom de la fin des années 40, de toute cette génération qui a pris conscience de sa force et de son pouvoir à travers Che Guevarra, la Révolution cubaine, pour certains la Guerre d'Algérie et, plus près de nous, la lutte contre l'engagement américain au Vietnam et le soutien à Hô Chi Minh.

Cette jeunesse ne pouvait, semble-t-il, trouver sa dimension révolutionnaire que dans deux grandes organisations : l'U.E.C., contrôlée par le Parti communiste français (et plus particulièrement par Juquin et Leroy) et l'U.N.E.F. Le premier tome s'est achevé à la fin des « événements » de 1968, et si plus rien n'a plus jamais été comme avant, comme ils disent, qu'en fut-il après ? Que sont devenus les principaux acteurs et vers quelles formes de lutte se sont-ils tournés ? C'est l'objet du second tome, *Les Années de Poudre*.

Au-delà de son aspect anecdotique — au demeurant fort bien foutu et surtout très documenté —, le premier tome faisait totalement l'impasse sur le mouvement anarchiste pendant la décennie 1958-1968. Il se bornait en fait à quelques aspects folkloriques de bonne facture et tendait à faire croire que nous fûmes bien à l'abri de tout mouvement. Pelés, sans grades, nous sommes les vilains petits canards de la Sociale, les moutons à cinq pattes de la contestation et n'avons pas mérité une once d'importance, pas un iota d'intérêt.

La couleur des chaussettes...

Cela n'étant pas le propos de Rotman et d'Hamon, le deuxième tome demeure sur cet aspect le frère jumeau du premier. Les démentés sentimentaux des caciques, voire en caricaturant la couleur des chaussettes de Geismar, se substituent commercialement à l'analyse. Mais ce sont les chefs. Alors l'analyse...

Et pourtant, ce pavé prometteur de près de 700 pages, retrace la période de septembre 1968 à octobre 1975 : du début du mouvement maoïste en France à la chute de Saïgon. Fabuleuse histoire en fait. Parce que, toute ranceur oubliée, c'est vrai qu'elles furent vivantes ces années. C'est vrai que, même si

le vieux monde ne fut pas près de craquer, les maos ont sévèrement bousculé quelques vieux principes conservateurs. Ils ont développé toute l'imagination possible, mais dans une théorie fumeuse, une langue de bois épaisse à en attrapper des écharde dans le palais.

Inefficacité dans la démesure, voilà comment résumer la tendance de ces militants. Mais, s'il est vrai qu'ils ont cru dans la révolution prolétarienne, encore une fois, il n'ont pas compris que ce n'est pas en établissant une hiérarchie en construisant un parti avant-gardiste se réservant l'exclusivité de la violence et de la théorie, qu'ils pouvaient véritablement triompher. Mais l'ont-ils vraiment voulu ?

L'irréalisme de tout ce mouvement gauchiste : Gauche Prolétarienne, Secours rouge, Vive la Révolution, voire la Ligue communiste, a en effet donné sa pleine mesure dans les grèves phares de Lip ou du Joint français, dans lesquelles ils ne purent jamais avoir la moindre prise. Ils n'avaient sans doute pas tort de dire que le prolétariat avait raison, le problème c'est qu'il avait effectivement raison... mais sans eux. Amertume.

Il fut toutefois nécessaire de hurler contre la guerre du Vietnam, comme il est toujours nécessaire de remettre sans arrêt en cause le capitalisme, le tout est peut-être de s'y

prendre habilement. Ce n'est pas en traitant les bourgeois de porcs ou en les traînant dans la merde (voir l'affaire significative de Bruay-en-Artois) qu'on fabrique une organisation de masse. C'est du moins ainsi, selon les auteurs, que furent en partie analysés les rapports de classes.

Divergences et certitudes...

Quelles que soient les profondes divergences que nous autres, libertaires, pouvons avoir ou/et devons entretenir avec les tenants de l'orthodoxie stalinienne, ou avec les trotskystes, il nous faut après le parcours de ces années leur reconnaître un sacré talent et un foutu culot. Le culot de piller Fauchon et de distribuer la bouffe récupérée dans les bidonvilles, de kidnapper un cadre de chez Renault et le courage de se poster.

Au-delà de l'inefficacité, il reste le spectacle. Celui d'un vieux philosophe jetant de l'huile sur le feu, celui des maos solidaires des petits commerçants du C.I.D.-U.N.A.T.I., ou les mêmes allant déposer en compagnie de Maurice Clavel (« Messieurs les censeurs

bonsoir... ») une gerbe commémorative au mont Valérien. La fascination de la spontanéité de la violence, l'action pour l'action, on mesure alors toutes les certitudes des anarchistes pour ne pas s'associer. Il n'y a aucune commune mesure entre notre histoire et la leur.

Il n'est plus surprenant dès lors de constater que le mouvement libertaire est absent du livre. S'il n'est pas possible de raconter nos chefs, c'est en cela que réside notre force et notre mépris de ceux qui ont toujours raison...

J.-P. G.

(1) Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Années de Poudre*, Editions du Seuil, 700 pp. (139 F).
(2) *Les Chinois eux-mêmes* appelaient les maoïstes français les « 200% », tant était prompt leur zèle à encenser les dirigeants chinois.

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

Cinéma : un canard cabot

En raison de son succès, le film de Bernard Bissat *Aux quatre coins du Canard* (cf. *Monde libertaire* n° 691) sera projeté à partir du 3 février deux fois par jour : à 14 h 15 et à 20 h 15. C'est toujours au cinéma Utopia, 9, rue Champollion, 75005 Paris (tél. : 43.26.84.65). Dans la salle, sont exposés des dessins originaux de la semaine et quelques premières pages historiques. Alors n'hésitez pas ! Prix des places : 28 F, et 22 F avec la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

PRIMO

Un service régulier et pratique d'abonnement

SPECTACLE Fabienne Elkoubi

Elle chantera le samedi 20 février, à 20 h 30, au Cithéa, 112, rue Oberkampf, 75011 Paris (métro Parmentier ou Ménilmontant). Et ne sera pas seule, mais accompagnée par Pierre Chérèze (guitare) et Rémy Sarazin (basse). Entrées : 60 F, tarif réduit pour les heureux possesseurs de la carte Radio-Libertaire (45 F). Blues méditerranéen pour cette chanteuse qui ne manque jamais d'apporter en acte son soutien aux antimilitaristes victimes de la répression. Ne manquez pas cette soirée sous le signe du charme et de la passion.

PRIMO

Le samedi 27 février, même heure, même endroit : Elaine Kibaro et Jocelyne Hervé.

DISQUE

Des écoliers produisent un 45 tours

L'ÉCOLE a un rôle certain et décisif à jouer au niveau de l'éveil esthétique. Mais cet éveil ne doit pas consister en la transmission de « modèles » miroirs d'un certain type de société, en l'acquisition de stéréotypes, genre « minimum culturel vital ». Au contraire, il est fondamental d'explorer les possibilités de l'imaginaire enfantin, source de la démarche originale et créatrice. Les « enfants créateurs » deviendront ainsi des spectateurs actifs, des « consommateurs avertis » par rapport au flux des productions qu'ils reçoivent quotidiennement ; ils deviendront capables d'échanger entre eux, de forger leur goût personnel, qui ne sera pas forcément celui de la majorité...

Un projet formateur

Quant à la pédagogie du projet, elle est elle-même formatrice en tant que moment privilégié de la vie coopérative : pendant des mois, chaque enfant apporte sa participation à l'œuvre collective, ses trouvailles, ses questions, ses recherches, selon ses possibilités, et le groupe va l'enrichir au fur et à mesure de la réalisation, depuis l'élaboration du projet jusqu'à son aboutissement, en passant par des phases de mises au point, de bilans, voire de remise en cause.

Ce disque *Chantons à l'école* (1) est le fruit de la coopération de tous les enfants d'une classe pour composer les chansons, mais aussi coopération de quatre coopératives (de la maternelle au

C.M.2) pour coordonner le projet : l'édition d'un 45 tours.

Le « décloisonnement » a été pratiqué, ce qui a permis, par rotation, de faire travailler les enfants sur le budget dans une classe, sur le graphisme et le maquettisme (en vue d'une pochette) dans une autre, sur la mise en musique des poèmes (créés dans les classes respectives) dans une troisième. L'orchestration, après la création des mélodies, a été assurée par des musiciens de l'association Expression (2) (partenaire du projet, qui s'occupa également de la prise de son et apporta l'assistance technique indispensable).

Les créations reflètent bien l'âge de leurs auteurs : les maternelles et leurs petites comptines, les C.P. et C.E. avec leurs rythmes dansants dans *Les vélos farceurs* ou la berceuse *Kiki, poupee et nin-nin*, les C.M. avec *Le voyage d'une goutte d'eau* et un rock endiablé, *La sorcière Rockie*.

Ce genre d'expérience peut contribuer à faire prendre conscience aux enfants de leurs possibilités créatrices et à démystifier un peu la représentation qu'ils ont du show biz qu'on leur sert si généreusement.

Pascal GENNERET

(1) On peut se procurer le 45 tours *Chantons à l'école* à la coopérative scolaire, Dierrey Saint-Pierre, 10190 Estissac (25 F).

(2) Pour tous renseignements (spectacles, diffusion, aide technique, etc.), écrire à Expression, rue Principale, Dierrey, 10190 Estissac.

En vente à la librairie du Monde libertaire

- Le Pen, sa vie, son œuvre*, (Cabu, Siné, Loup...) 27 F
- Taxies stories*, Topor 27 F
- Amis drogués bonjour*, J.-L. Régo 27 F
- Une chambre sur Hollywood boulevard*, M. Vilard 27 F
- 2, rue de la Magie, Gédé 27 F

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeu 18 février

- « 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : actualité, faits divers et invités.
- « Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : cinéma et théâtre.
- « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'antimilitarisme avec l'Union pacifiste de France.
- « Les courants d'arts s'envolent... » (20 h 30 à 22 h 30) : discussion à bâtons rompus avec Kopal (peintre).
- « Epsilon » (22 h 30 à 1 h) : rock et dossiers.

Vend 19 février

- « Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles, animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
- « Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : la langue internationale.
- « A bâton rompus » (21 h à 22 h 30) : invités au gré de l'humeur et de la fantaisie de l'animateur.
- « Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : jazz et propos insoumis avec les auditeurs.

Sam 20 février

- « Le père peïnard » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engance autoritaire.
- « Chronique syndicale » (11 h 30 à 13 h 30) : débat avec les Editions ouvrières sur le livre « Guide des jeunes en emploi précaire ; le congrès de la F.E.N. ; les luttes en Asie.
- « De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h 30) : magazine de la chanson avec des invités.
- « L'amarante » (16 h 30 à 17 h 30) : consommation et cadre de vie.
- « Musics in the glen » (17 h 30 à 18 h 30) : musiques et folklore irlandais.
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 24 h) : poussée free.

Dim 21 février

- « Ua yu quang bô » (8 h à 10 h) : émission culturelle et d'informations en langue chinoise.
- « La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : propos pieux avec la Libre Pensée.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec comme invité Tran Quan Hai pour des musiques d'Asie (techniques vocales et instrumentales).
- « Mag, Mag, Mag » (22 h 30 à 1 h) : rock et musiques progressives.

Lun 22 février

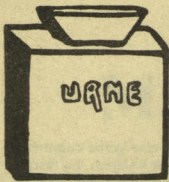
- « Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : magazine de l'actualité et dossiers chauds.
- « Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson française.
- « Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.

Mardi 23 février

- « Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
- « La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : parole aux associations.
- « Radio-Libertia » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité proposée par des militants de la C.N.T.-A.I.T.
- « Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : une heure de soul music et du blues selon l'inspiration du moment.

Mercredi 24 février

- « L'homme et la Terre » (20 h 30 à 22 h 30) : l'état de la recherche archéologique en France, patrimoine et Etat ; avec comme invités Danielle Ablin et Jean Couthoures (Association Marcellin-Boule).



La semaine dernière, nous évoquions quelques raisons qui font que les anarchistes refusent de participer au grand cirque des élections. Aujourd'hui, nous vous présentons le premier portrait de la galerie des présidentiables. Il s'agit de Jacques Chirac. Pour chaque candidat, nous tenterons ainsi de découvrir l'homme, son programme et ses soutiens...

Le comité de rédaction

« La confiance, c'est Chirac » ? Le courage, c'est encore lui ? Il faut vraiment que les publicitaires ne manquent pas d'air et que les Français soient amnésiques pour que l'actuelle campagne d'affichage ne fasse pas rire tous les passants aux éclats. Car en creusant un peu, on découvre plus que des contradictions, plus que des failles : la carrière de Jacques Chirac est un véritable puzzle, où ne manquent ni les trahisons, ni les revirements, ni les preuves flagrantes d'une incapacité totale. S'il était besoin d'en convaincre les lecteurs du *Monde libertaire*, voici un rapide survol de la carrière du Premier ministre, allant de ses débuts jusqu'en 1974, date à laquelle il entama sa première carrière de présidentiable.

P. C.

JACQUES CHIRAC est né en 1932, en Corrèze, au sein d'une famille à tradition républicaine. Mais son père, Abel Chirac, petit employé de banque, est ambitieux et bien décidé à réussir « à la force du poignet ». Les événements de 1936 le consternent. A tort, puisque c'est sur la dévaluation et la spéculation de l'après-36 qu'il construira sa carrière et sa fortune : monté en grade et nommé à Paris, il devient le conseiller financier de deux vedettes de l'aéronavale : Marcel Bloch, qui ne s'appelle pas encore Dassault, et Henri Potez... dont il devient le fondé de pouvoir. La famille Chirac est donc déjà riche lorsque la guerre éclate. Abel Chirac se garde bien de se mouiller : il passe ces temps troublés à Saint-Cloud, ne collaborant pas et ne résistant pas. A la fin de la guerre, il déclarera pompeusement que « Pétain ne méritait ni sa gloire ni son indignité ».



et lui expliquent qu'ils ne sauraient intégrer un communiste parmi les officiers de réserve ! Mais entre gens du monde, on s'arrange toujours. L'ancien prof de géo de Chirac à Science-Po est un ami du général Koenig, ministre de la Défense. Il intercède en faveur de son ancien élève qui se retrouve, en 1956, sous-lieutenant à la tête de trente-deux hommes.

La guerre convient à Jacques Chirac, qui y apprend l'art de commander ses troupes, un nerf de bœuf en main : « Pour un officier, c'est un instrument presque aussi utile qu'une arme. J'en faisais usage quand les gens se comportaient mal avec les Algériens pendant les opérations de ratissage ou quand, dans une embuscade, ils commençaient à s'affoler et à tirer dans tous les sens. Un coup, juste un coup. Pas pour les punir, pour leur rappeler qu'ils devaient se maîtriser. » Durant quatorze mois, Chirac se comporte en bon militaire, toujours volontaire pour les opérations de ratissage meurtrières. Il envisage d'ailleurs sérieusement de faire carrière dans l'armée.

Lorsqu'il revient en France, en 1957, c'est un partisan farouche de l'Algérie française. Il s'ennuie à l'E.N.A., et fait piètre impression. Lorsqu'en 1959, sa promotion est appelée en renfort administratif en Algérie, les velléités putchistes battent leur plein. Tous les élèves de la promotion de l'E.N.A. signent une motion de soutien à de Gaulle... Sauf Chirac, qui dès son retour en France en 1960, fonde un club de partisans de l'Algérie française. On trouve dans ce club très chic Jean-François Poncet, Renaud de la Genière, futur directeur de la Banque de France, Dominique de la Martinière, futur directeur des Impôts, André Jaconet, un des patrons de Péchiney... le monde de la bourgeoisie est vraiment minuscule.

L'« Agité » entre en scène

Mais il devient évident que l'Algérie française est une cause

perdue, et Chirac est bien trop ambitieux pour s'y sacrifier. Il est grand temps pour lui d'entrer en politique. Il entre à la cellule économique de Georges Pompidou, ancien fondé de pouvoir de la banque Rothschild, qui est alors chef de cabinet. Il y rencontre un de ses futurs lieutenants, qui n'est pas encore vice-roi mais conseiller aux affaires sociales : Edouard Balladur. Et surtout, il devient le poulain de Pierre Juillet, que Claude Labbé qualifiait de « républicano-fasciste ».

En 1962, Pompidou devient Premier ministre. Chirac est toujours là. Giscard l'appelle « l'Agité », Pompidou ironise : « Si je disais à Chirac : cet arbre me fait de l'ombre, il le couperait dans les cinq minutes ». Tandis que Sanguinetti, plus méchant, explique : « Chirac est un officier de cavalerie : on lui donne un ordre. Il part. Il revient. Il a oublié l'ordre et son cheval ». On s'aime... D'autant que l'homme n'a toujours aucun mandat public. En 1967, il comble cette lacune en devenant, de justesse, député de Corrèze. La même année, à l'occasion d'un remaniement ministériel, Pompidou lui confie le secrétariat d'Etat à l'Emploi. En prenant garde de lui préciser : « Je vous en prie, ne vous prenez pas pour un ministre ». Chirac encaisse, lèche les bottes, attend son heure.

En 1968, pour une fois, Chirac force l'admiration de Pompidou. On lui confie la responsabilité de négocier le calme avec les syndicats. Il se dépense sans compter, joue un rôle important dans les accords de Grenelle, et devient, enfin, un des dauphins de Pompidou. Il en devient le vassal, avec délice, en particulier lorsque la femme de Pompidou est mouillée dans l'affaire Markovic : Chirac sait choisir son camp. Il sait aussi — et avec quelle maîtrise — lâcher et enfoncer d'ancien alliés.

Chirac, devenu ministre de l'Agriculture, devient le chouchou de Pompidou, sans pour autant faire partie de la famille — celle des barons du gaullisme, en particulier Messmer et Chaban (respectivement légionnaire et résistant).

Patatras ! Chirac vient d'être nommé ministre de l'Intérieur, en mars 1974 (à la place de Marcelin, qui fulmine au ministère de l'Agriculture — n'est-il pas l'ancien chien de garde, celui qui proclamait : « Les Français sont des veaux » ?).

Lorsque que Pompidou meurt, le 2 avril de la même année, la période de deuil est aussi un babuleux combat de chiens, et Chirac y donne toute sa mesure. Question : comment flinguer Messmer, challenger en vertu de son titre de Premier ministre. En le lâchant, en favorisant la désunion de la droite, c'est-à-dire en faisant mousser Chaban. Comment flinguer Chaban ? En s'alliant à Giscard. Chirac se rallie donc à la candidature de Giscard ; ce qui constitue une belle victoire politique. L'homme qui prétend aujourd'hui incarner le gaullisme a, au printemps 1974, laminé le mouvement gaulliste historique, pour tirer sa légitimité de la reconstruction, dans un deuxième temps, du R.P.R.

Parvenu, sous le règne giscardien, au rang de Premier ministre, il y fera la preuve, à l'égal d'un Débré sous de Gaulle, d'une incurable nullité. La bourgeoisie la plus libérale ne peut y reconnaître dans sa nullité que le plus malléable des fantômes et le plus servile des paillassons.

Pascal CHOISY

Du vent et quelques relents

« TRAVAIL, famille, patrie... Non, pardon, ce n'est pas tout à fait ça. Le « programme » que Chirac a fini par accoucher devant ses fans, le 5 février, se traduit plutôt par : « le chômage doit régresser, la famille doit être un rempart, la patrie doit être forte ». Du vent, en somme, et quelques relents. Certains points du programme sont d'un ridicule touchant : « tenir le cap : il n'y a aucune raison que d'ici à trois ans la France ne connaisse pas une situation aussi favorable que l'Allemagne ». Chauffe, Jacquot, chauffe ! Un jour, nous serons les maîtres du monde... En attendant, le chef du gouvernement évite soigneusement d'évoquer — et on le comprend —, le moindre remède libéral contre le chômage qui le chagrine tant...

« L'institution familiale, tout comme le mariage, est un facteur de cohésion et d'unité sociale face à des fléaux comme la drogue et le SIDA... Il faut créer un véritable revenu parental pour les familles de trois enfants et plus, et augmenter la durée du congé de maternité dès la première naissance ». Voilà du concret, de l'indispensable, du tellement primordial qu'on se demande bien pourquoi Chirac n'a pas promulgué ces mesures avant... Votez, mesdames !

Passées ces priorités, arrivent les gags, et les points de détail nau-séabonds. En ce qui concerne la formation, « il n'y aura pas de ènième réforme de l'Education nationale ». Un million d'étudiants dans la rue, plus jamais ça... « L'impôt sur les sociétés passera en-dessous de la barre des 40% dans les plus brefs délais ». Camarades patrons, on ne vous oublie pas. Les privatisations « seront poursuivies de manière à respecter le programme prévu ». Grands de la finance, ne craignez rien pour vos noyaux durs ! Mais comme il est triste de devoir renoncer au couplet, dont on attendait tant, sur le capitalisme populaire... Quant à l'immigration, « la France est une terre d'asile qui ne failira pas à sa tradition. Mais c'est aussi une nation profondément attachée à son identité, qu'elle ne laissera pas se dissoudre dans on ne sait quel mélange pluriculturel ». On n'est pas lepénistes pour un sou : à preuve, on ne sait même pas de quel mélange pluriculturel on parle... Enfin, en matière de défense, « il faut enrayer le processus de dénucléarisation de l'Europe occidentale aboutissant au retrait américain... » et, pour les armes conventionnelles, « que d'ici la fin du siècle, il n'y ait, dans aucun pays d'Europe, plus d'un char étranger pour un char national ». Ou comment jouir d'une indépendance nationale telle que même les Etats-Unis s'en portent garants...

P. C.



Note de lecture

En ces temps électoraux où les librairies regorgent d'hagiographies d'hommes politiques, Jacques Chirac, le livre de Franz-Olivier Giesberg, est sans doute le seul ouvrage que l'on puisse conseiller. Certes, les premières pages, sur le mode « il était une fois » un petit village de Corrèze où naquit un petit garçon qui s'appelait Jacques Chirac, inquitent.

A tort, car Franz-Olivier Giesberg (rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*) ne s'est pas contenté de dresser un portrait sans complaisance de l'actuel Premier ministre : son livre, très bien documenté, argumenté, complet, souligne des contradictions inconnues ou oubliées, n'étudie pas les innombrables compromissions et trahisons que Chirac a accumulés, à un rythme époustouflant, au cours de sa carrière... Le livre est particulièrement édifiant pour les gens qui n'ont pas connu l'époque gaulliste, pompidolienne et giscardienne, la célèbre « République des copains et des coquins »...

Un livre qu'on lit avec un intérêt... et une exaspération croissants. Car si F.-O. Giesberg réussit superbement sa démonstration, à savoir que Chirac est un homme politique girouette, dont toute la carrière est truffée de revirements, d'inconséquences, il est enrageant de constater qu'à aucun moment, l'auteur ne dénonce clairement le système qui produit des Chirac. Il évoque l'aristocratie politique et financière, il décrit les mécanismes politiques qui font et défont les gouvernements, sans jamais évoquer l'immense décalage qui existe entre nous, citoyens, et les hommes qui nous gouvernent. Giesberg s'est-il seulement rendu compte qu'il décrivait un univers à la Dallas, et qu'au-delà de la carrière de Jacques Chirac, il expliquait pourquoi aucun de ces hommes ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité ? Espérons que les lecteurs rectifieront eux-mêmes...

P. C.

Le sous-lieutenant au nerf de bœuf

En 1955, Jacques Chirac, sorti troisième de Science-Po et admis à l'E.N.A., est appelé sous les drapeaux, en Algérie. Logiquement, il devrait être intégré au corps des officiers de réserve. Horreur ! Les autorités militaires lui ressortent sa signature de l'« Appel des Cent »,